



Institut Royal Supérieur de Défense



LA DÉFENSE

SÉCURITÉ & STRATÉGIE N° 141
Février 2019

Le partenariat russo-chinois à l'heure Trump : un nouvel ordre mondial illibéral en formation ?

Nicolas GOSSET

Le partenariat russo-chinois à l'heure Trump : un nouvel ordre mondial illibéral en formation ?

Nicolas Gosset

Institut Royal Supérieur de Défense
Centre d'Études de Sécurité et de Défense
30 Avenue de la Renaissance
1000 Bruxelles

ISSN 2295-0915

An electronic version of the present document is available and can be downloaded from our website www.rhid.be.

The views expressed in this document belong to the author and do not necessarily reflect those of the Royal Higher Institute for Defence, the Belgian Defence or the Belgian government.

Questions, comments or remarks with regard to this document can be addressed to:
Director of the Centre for Security and Defence Studies
Royal Higher Institute for Defence
Avenue de la Renaissance, 30
1000 Brussels
or by e-mail to : +IRSD-CESD-SCVD@mil.be

À propos de l'auteur



Nicolas Gosset is research fellow in Russian and Eurasian affairs at the Centre of Security and Defence Studies of the Royal Higher Institute for Defence, and an associated member of the Centre for Development Research of the *Université Libre de Bruxelles*, where he is part of the PhD programme in Social and Political Sciences. After completing his MA graduation in political science, he became a junior fellow of the Belgian Federal Government Endowment for Scientific Research (FNRS-FRS), working on a PhD dissertation on the governance of security in post-Soviet Central Asia. Before joining the Belgian Defence Research Establishment, Nicolas has been working for three years in several parts of

Central Asia, in particular in the Republic of Uzbekistan, where he carried out ethnographic fieldwork, combining qualitative surveys, press reporting, and development research. For that purpose, he was first an invited junior fellow at the IFÉAC (*Institut français des études sur l'Asie centrale*) in Tashkent, then as an intern with the Academy of Sciences of Uzbekistan. He then collaborated in several international cooperation and development programmes in the region (UNODC, UNDP-TACIS, GZF, ZEF-UNESCO) which allowed him to develop his knowledge of local languages and expertise of the region. Nicolas speaks French (mother tongue), English, Russian and Uzbek (working knowledge). His main areas of interest cover issues of ethno-political mobilisation, religious violence and radical groups in Central and South-West Asia, Afghanistan's political history, regional cooperation and security policies in post-Soviet Eurasia; as well as Russia and China's policies toward the region and the development of the Sino-Russian partnership. He has authored numerous scientific publications on those subject matters.

Abstract

En cette deuxième décennie du 21^e siècle, le désormais très « stratégique » partenariat sino-russe est devenu un marqueur fort des relations internationales contemporaines. Depuis plusieurs années en effet, les relations russo-chinoises se renforcent dans tous les domaines, y compris militaro-stratégique. Cette tendance à l'approfondissement des dynamiques de coopération entre les deux pays s'est trouvée particulièrement accélérée dans le contexte de la très forte dégradation des relations entre l'État russe et les pays occidentaux suite de l'annexion de la Crimée ukrainienne et le déclenchement du conflit dans le Donbass à partir du début de l'année 2014. Incidemment, par ses effets de champs multiples, tant au plan politique (isolement diplomatique) qu'économique (sanctions), la crise internationale autour de l'identité systémique et l'intégrité territoriale de l'Ukraine, et le nouvel antagonisme Est-Ouest qui s'est développé depuis, semblent avoir servi de catalyseur à une dimension nouvelle du développement des politiques de coopération entre Moscou et Pékin.

La conjoncture internationale actuelle, marquée par l'aggravation des tensions entre Russes et Occidentaux dans les domaines international et militaire, et à présent la nouvelle conflictualité qui se développe dans les relations commerciales sino-américaines sous l'effet des politiques protectionnistes de l'administration Trump, participent amplement de cette dynamique. Pour l'observateur occidental, la difficulté consiste à apprécier au mieux les effets de champ des différences, bien réelles, entre Moscou et Pékin, et les ambivalences majeures de leurs relations, marquées par une interdépendance asymétrique croissante, sans pour autant ignorer au passage les traits de similitude, forts et marqués, de leurs approches. La présente étude entend faire valoir que l'état actuel du rapprochement russo-chinois en développement est le fruit mûrissant de transformations plus larges survenues ces dernières années dans la politique mondiale, et que la politique américaine, s'affichant de plus en plus ouvertement hostile aux deux pays (et vice versa) a pour effet d'en accélérer le processus. Nous analyserons les causes et perspectives de ce rapprochement et exposerons la construction des intérêts communs, présumés toujours plus nombreux, entre Chine et Russie, avant d'examiner les évolutions possibles dans les relations des États-Unis avec les deux pays.

Key Words: China, Russia, Eurasianism, strategic partnership, Russian Pivot to Asia, Crimea, Trump, multipolarity.

Table des matières

À propos de l'auteur	i
Abstract.....	iii
Table des matières	v
Introduction	7
De l'évolution du rôle et de la place relative de la Chine dans la conduite de la politique extérieure de la Russie : considérations préliminaires	11
Épistémologie des dynamiques de rapprochement russo-chinois : l'Occident comme miroir déformant.....	14
Russes et Chinois : toujours plus proches... ..	17
... mais toujours éloignés	25
Une interdépendance asymétrique.....	33
<i>The Elephant in the Room</i> : le facteur Trump dans les perspectives d'évolution des dynamiques de rapprochement russo-chinois.....	38
Conclusion	43
Bibliographie	48

Introduction

« Une envergure sans précédent tant en termes de territoire couvert que du nombre de troupes et de moyens engagés »¹. Voilà comment le ministère russe de la Défense a qualifié la mobilisation des troupes qui ont participé fin septembre 2018 à l'exercice *Vostok* (« Orient ») 2018.

De fait, cette démonstration de force a été la plus importante mise en scène de la nouvelle puissance militaire russe dans un format d'entraînement depuis la chute de l'Union soviétique

Qu'on en juge : *Vostok-2018*, dont les manœuvres se sont déroulées en Sibérie orientale, de l'océan Arctique à l'Altaï, et dans l'Extrême-Orient russe, aux frontières de la Mongolie et de la Manchourie chinoise, a mobilisé plus de 300.000 militaires, des districts du centre et de l'est du pays – soit un quart de l'effectif total de l'armée russe, l'ensemble des troupes aéroportées, nouvellement réformées et éprouvées au combat dans la campagne syrienne, de l'aviation de transport et à longue portée, 800 navires de guerre des flottes du Pacifique et du Grand Nord, et plus de 30.000 chars² – soit le double des troupes et moyens engagés lors du grand exercice éponyme conduit au crépuscule de la Guerre froide...³ À n'en point douter, la Russie a voulu, avec ces manœuvres inédites se donner les moyens d'impressionner. À en croire l'écho médiatique reçu, l'objectif fut largement atteint.

Au-delà des objectifs propres à tout exercice militaire, en Russie ou ailleurs : vérifier la préparation des unités concernées, tester leur aptitude au combat, améliorer la coordination entre les différentes armes et éléments engagés etc., il y a bien évidemment des objectifs plus politiques : faire une démonstration de force (notons qu'en parallèle, le ministère russe de la Défense annonçait des exercices navals importants en Méditerranée orientale au large des côtes syriennes) et montrer que la Russie est capable de mener des exercices de grande ampleur de coordination de ses hommes tout en impliquant des pays étrangers dans ses manœuvres. Évidemment, le moment ne fut pas choisi au hasard : crise syrienne, conflit en Ukraine, ingérence dans les processus électoraux occidentaux... *Vostok-2018* a pris place à un moment de tension accrue entre l'Occident et la Russie. Tandis que ses relations avec l'Europe sont mal en point et celles avec les États-Unis au plus bas, le pays entendait montrer sa puissance militaire jusqu'en Asie, sa capacité à se préparer à un conflit d'ampleur et afficher le soutien de son « allié » chinois. Car d'un point de vue diplomatique et politico-militaire, et c'est tout l'objet de notre propos ici, l'élément le plus significatif fut sans aucun doute la participation d'ampleur inédite des forces armées de la République populaire de Chine à cet exercice stratégique conduit par la Russie.

Quelques 3.200 militaires chinois et d'importants moyens de l'Armée populaire de Libération⁴ ont également été mobilisés à l'occasion de ces exercices historiques destinés, selon le ministère chinois de la Défense cité par l'agence de presse russe *Tass*, à « renforcer le partenariat militaire stratégique entre la Chine et la Russie »⁵. Pour modeste qu'elle soit comparée à la débauche de moyens humains et matériels engagés par Moscou, cette participation chinoise à un exercice militaire russe de grande ampleur sur le théâtre asiatique n'en demeure pas moins substantielle et particulièrement significative, d'autant plus qu'elle s'inscrivait alors dans un contexte très incertain en Asie du Nord-Est sur fond de poussée maximale des tensions entre Washington et Pyongyang

¹ “300,000 Troops, 1,000 Aircrafts: Russia Schedules Biggest War Games in Almost 40 Years”, RFE/RL Russia Report, RadioFreeEurope RadioLiberty, Prague, Last Updated: August 28, 2018 17:25 GMT
URL: <https://www.rferl.org/a/russia-to-hold-biggest-war-games-in-nearly-four-decades-/29457278.html>

² *Idem*

³ En pleine crise des euromissiles et de regain de tensions Ouest-Est après une période de détente avortée, les manœuvres *Zapad-1981* avaient acquis une notoriété internationale comme étant à l'époque l'exercice le plus massif alors jamais organisé par le Pacte de Varsovie. Il s'était déroulé aux portes de la Pologne communiste, où le syndicat *Solidarnosc* montait alors dangereusement en puissance pour le pouvoir en place...

⁴ Ainsi que quelques soldats des forces armées mongoles, au titre d'observateurs.

⁵ RFE/RL August 28, 2018, *op. cit.*

autour de la crise des missiles nucléaires nord-coréens. Jeux d'envoi de signaux multiples également. Bien évidemment, ces signaux furent diversement perçus par d'autres pays, notamment par le Japon qui s'inquiète de la montée en puissance des relations militaires russo-chinoises. Or, il se trouve qu'une rencontre entre le président russe et le Premier ministre japonais était également prévue à Vladivostok lors du forum économique international, précisément pendant Vostok-2018...

Européens et Américains, pour leur part, ne se sont que fort peu exprimés officiellement sur le sujet, contrastant en cela avec les réactions alarmistes des Polonais et des Baltes lors des grandes manœuvres qui avaient été organisées un an plus tôt, en septembre 2017, par l'État-major des forces armées russes dans le district militaire occidental de la Fédération de Russie avec participation des militaires biélorusses dans le cadre du format d'exercice *Zapad* (« Occident »)⁶. Il faut dire qu'il était plutôt convenu que l'OTAN s'émeuve moins d'exercices conduits à la frontière mongole que de mouvements massifs de forces russes à la frontière occidentale de la zone de responsabilité de l'Alliance. Washington et Bruxelles ne s'en sont pas moins montrés attentifs pour autant.

Il est intéressant de noter que l'armée chinoise, consciente de la force du symbole, avait pris soin de préciser que ces manœuvres « n[étaient] pas dirigées contre les pays tiers » (cf. les États-Unis). Mais dans un contexte de très forte détérioration des relations entre l'État russe et les pays occidentaux et d'une aggravation des tensions avec Washington inédite depuis la fin de la Guerre froide, la Russie, en se mettant en scène militairement avec les Chinois, il apparaît évident que le Kremlin entendait surtout envoyer un signal fort en direction des États-Unis : Moscou compte également en Asie, et, dans cette région au cœur du concept stratégique américain au 21^e siècle, la Russie peut désormais solidement s'appuyer sur son partenariat avec une Chine à la puissance militaire ascendante, dont Moscou entend projeter aux yeux du monde l'image qu'elle est désormais un allié résolument engagé à ses côtés dans la lutte multidimensionnelle menée par la Russie pour défendre ses intérêts nationaux face à ce qui est décrit comme l'hostilité grandissante des Occidentaux. Sur le principe, l'image d'un partenariat équilibré et solide que les autorités russes s'attachent à construire dans les esprits extérieurs contient un message fort qu'il convient de mesurer. À tout le moins, un fait s'impose d'emblée : pour la première fois, les deux puissances nucléaires, membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies, décidaient de s'engager dans un exercice stratégique commun, même si ce n'était pas là les premières manœuvres auxquelles Russes et Chinois participaient ensemble. Depuis le début des années 2000, les Chinois avaient en effet régulièrement envoyé des observateurs lors de grands entraînements russes. Les Russes, de leur côté, avaient déjà participé à plusieurs exercices en Chine⁷. Cependant, l'ampleur de ces préparatifs était alors bien moindre. Avec Vostok-2018, nous avons assisté, s'en était d'ailleurs bien l'objectif, à une réelle montée en puissance des dynamiques de coopération sino-russe dans le domaine militaire. C'est d'autant plus remarquable qu'il y a cinquante ans, Moscou et Pékin étaient au bord du conflit nucléaire.

Ce n'est évidemment pas anodin : la relation russo-chinoise, dans tous les domaines, y compris militaro-stratégique, se renforce depuis plusieurs années. Cette tendance au renforcement des dynamiques de coopération entre les deux pays s'est trouvée particulièrement accélérée dans le contexte

⁶ Cet exercice *Zapad* (« Ouest ») organisé en septembre 2017 par la Russie (avec une unité qui, en son temps, avait participé à la répression du Printemps de Prague en 1968...) avait suscité un vif regain de tensions entre Moscou et les Occidentaux. Moscou avait affirmé préalablement à leur tenue que ces manœuvres ne mobiliseraient alliaient « que » 12.700 militaires, juste en dessous du seuil fatidique des 13.000 hommes mobilisés qui, selon les règles convenues au sein de l'OSCE (dont font partie la Russie et les États-Unis), entraîne une obligation d'ouverture aux observateurs extérieurs. Les observateurs de la communauté stratégique euro-atlantique, qui surveillent systématiquement les exercices russes, estiment que Moscou avait en réalité enrôlé « plus de 40.000 militaires dans cet exercice » (cf. compte-rendu officiel OTAN), voire près de 100.000, comme l'estimaient les Baltes et la Pologne. Des représentants de l'OTAN avaient alors juste été invités à une « journée porte ouverte » au public...

⁷ Pour une bonne synthèse à ce propos, lire notamment Ingmar OLDBERG (2008) "The Shanghai Cooperation Organisation: Powerhouse or Paper Tiger?", Defence Analysis, Stockholm, Swedish Defence Research Agency, June 2012, pp. 29-34. Vidéos de divers drills conjoints sino-russes disponibles sur YouTube, tel que, "Russia-China SCO Military Exercise 2013", <http://www.youtube.com/watch?v=gSeVz kpQQf8>, or "SCO Combined Manoeuvres 2016", <http://www.youtube.com/watch?v=fxhnA2f-b-U>, (au 23 janvier 2019).

de la très forte dégradation des relations entre l'État russe et les pays occidentaux suite de l'annexion de la Crimée ukrainienne et le déclenchement du conflit dans le Donbass à partir du début de l'année 2014. Incidemment, par ses effets de champs multiples, tant au plan politique (isolement diplomatique) qu'économique (sanctions), la crise internationale autour de l'identité systémique et l'intégrité territoriale de l'Ukraine et le nouvel antagonisme Est-Ouest qui s'est développé depuis devait devenir le catalyseur d'une dimension nouvelle du rapprochement en cours depuis plusieurs années entre Moscou et Pékin. La relation russo-chinoise a depuis franchi un nouveau cap, notamment sur les questions énergétiques et diplomatiques.

Depuis leurs tout premiers contacts au XVII^e siècle et jusqu'à leur récent rapprochement, les relations entre la Chine et la Russie ont toujours été des plus épisodiques. Bien que très différentes de l'alliance sino-soviétique du début des années cinquante, les relations entre Pékin et Moscou se sont considérablement améliorées depuis le début des années 1990 de sorte à créer aujourd'hui une forme atypique d'association que peu d'observateurs avaient anticipée. Si le partenariat entre la Chine et la Russie ne demeure pas sans tension au niveau bilatéral et régional, les forces qui ont favorisé leur rapprochement semblent encore les mêmes qui attisent aujourd'hui la poursuite de certaines facettes de leur coopération.

Bien plus qu'un phénomène conjoncturel, nous allons voir que les développements en cours sur le front des relations russo-chinoises sont la résultante naturelle d'une évolution plus large des relations internationales remontant à la fin du siècle dernier. La trajectoire d'évolution à moyen et long terme des relations entre les deux pays ne saurait en effet être comprise dans une seule logique de dépendance aux aléas de la situation ou des événements internationaux. Si la coopération entre Moscou et Pékin s'est développée avec constance depuis la fin des années 1990, c'est aussi en raison de certains intérêts communs et d'une tendance de fond, au niveau global, qui va dans le sens d'une fragmentation croissante du monde sous l'effet des forces centrifuges de la globalisation et d'une relativisation de la puissance des grands acteurs régionaux. De fait, cela fait plus de vingt ans maintenant que ces relations ont continué à progresser, en dépit des changements en matière de leadership, de modèles économiques et de gouvernementalité des systèmes politiques. En cette deuxième décennie du 21^e siècle, le désormais très « stratégique » partenariat sino-russe est devenu un marqueur fort des relations internationales contemporaines.

Ce concept de « partenariat stratégique » est aujourd'hui utilisé de manière exhaustive tant dans les discours diplomatiques et politico-militaires que dans les travaux académiques. Ce type de partenariat est tellement courant dans les propos des politiques et de certains observateurs qu'on peut avoir l'impression que toutes les relations interétatiques sont devenues stratégiques. La portée de ce terme tend dès lors à perdre de son importance dans la mesure où il est actuellement très sensible aux événements inopinés, ce qui est en soi une preuve de l'absence du caractère stratégique. À titre d'exemple parmi d'autres, dans son édition de 2001, la *National Security Strategy* définissait la Chine comme la menace stratégique du 21^e siècle en ce qui concerne la place des États-Unis dans le monde. Les événements du 11 septembre provoquèrent alors un tournant à 180° dans la mesure où, dès 2002, la Chine se trouvait désormais définie dans ce même document comme un allié stratégique capital en ce qui concerne la lutte contre le terrorisme⁸. On voit ce qu'il est advenu de ce qualificatif avantageux à l'heure de la guerre commerciale entre la Chine et les États-Unis sous la présidence de Donald Trump.

Le 20 décembre dernier, coup de semonce épilogue d'une année politique 2018 mouvementée à Washington, alors qu'il présentait sa démission dans une lettre rendue publique par le Pentagone au lendemain de l'annonce par Donald Trump du retrait des forces américaines de Syrie, le secrétaire à la défense des États-Unis, Jim Mattis, valeur tenue pour rassurante de l'administration en place, reconnaissant des divergences avec le président sur cette décision et d'autres sujets majeurs, dont le soin qu'il convient d'accorder au traitement des alliés des États-Unis, devait ajouter : « *De*

⁸ Alexandra DE HOOP SCHEFFER, « Alliances militaires et sécurité collective : contradictions et convergences », in Bernard BADIE et Guillaume DEVIN (dir.), *Le multilatéralisme, nouvelles formes de l'action internationale*, Paris, Éditions la découverte, 2012, p.69.

même, je suis convaincu qu'il nous faut être résolu et sans ambiguïté dans notre approche envers les pays dont les intérêts stratégiques sont de plus en plus opposés aux nôtres »⁹. Un mois plus tôt, l'ancien Général des Marines avait qualifié les armes nucléaires russes de première menace extérieure pour les États-Unis, ajoutant toutefois d'emblée qu'il considérait qu'à horizon 2030-2035, la Chine représenterait pour les États-Unis une menace plus sérieuse que la Russie et s'inquiétait déjà des perspectives ouvertes par l'accentuation de la coopération entre Moscou et Pékin¹⁰.

L'idée d'une alliance anti-occidentale entre Moscou et la Pékin est intellectuellement attractive d'un point de vue extérieur. De manière superficielle, l'observateur pourrait avoir l'impression que les autorités russes et chinoises, excédées par le poids des contingences et des intérêts étasuniens dans les affaires du monde, seraient disposées à adopter des positions diplomatiques communes. Comme le note Bobo Lo, directeur du *Centre Russie/NEI* à l'IFRI (Paris), « au premier regard, il semble logique que la deuxième puissance nucléaire mondiale (la Russie) s'allie à une puissance économique en pleine croissance (la Chine) pour contrebalancer l'unique superpuissance (les États-Unis) »¹¹. La relation entre Pékin et Moscou inquiète depuis un moment en Occident, comme le remarquait déjà en 2010 Isabelle Facon : « La majorité des propos et des publications sont alarmistes en Occident. Ces commentaires redoutent les possibles effets négatifs de la consolidation du partenariat stratégique proclamé en 1996 par Moscou et Pékin ou décrivent l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), créée en 2001 à leur initiative, comme l'embryon d'une future OTAN orientale »¹². Au tournant de la décennie en cours, bon nombre d'observateurs soupçonnaient la Russie et la Chine de souhaiter l'échec de la coalition occidentale en Afghanistan, voire d'être prêtes à contribuer à cet échec de peur qu'un succès mine leur influence en Asie centrale. D'autres se sont abondamment fait l'écho de craintes des conséquences que leur rapprochement pourrait avoir pour la sécurité énergétique de l'Europe¹³.

La conjoncture internationale actuelle, marquée par l'aggravation des tensions entre Russes et Occidentaux dans les domaines international et militaire, et à présent la nouvelle conflictualité qui se développe dans les relations commerciales sino-américaines sous l'effet des politiques protectionnistes de l'administration Trump, participent amplement de cette dynamique. Pour l'observateur occidental, la difficulté consiste à apprécier au mieux les effets de champ des différences, bien réelles, entre Moscou et Pékin, et les ambivalences majeures de leurs relations, marquées par une interdépendance asymétrique croissante, sans pour autant ignorer au passage les traits de similitude, forts et marqués, de leurs approches. La présente étude entend faire valoir que l'état actuel du rapprochement russo-chinois en développement est le fruit mûrissant de transformations plus larges survenues ces dernières années dans la politique mondiale, et que la politique américaine, s'affichant de plus en plus ouvertement hostile aux deux pays (et vice versa) a pour effet d'en accélérer le processus. Nous analyserons les causes et perspectives de ce rapprochement et exposerons la construction des intérêts communs, présumés toujours plus nombreux, entre Chine et Russie, avant d'examiner les évolutions possibles dans les relations des États-Unis avec les deux pays sous l'administration Trump.

⁹ Texte complet de la lettre de démission du Général Jim Mattis du poste de Secrétaire à la Défense des États-Unis disponible ici : "Jim Mattis's resignation letter to Donald Trump - in full", *The Guardian*, London, 21 Dec 2018, URL: <https://www.theguardian.com/us-news/2018/dec/21/jim-mattis-resigns-as-defense-secretary-letter-in-full>

¹⁰ <https://fr.sputniknews.com/international/201811061038789672-etats-unis-menace-importance-chine/>

¹¹ Bobo LO, « La Russie, la Chine et les États-Unis : Quel avenir pour ce triangle stratégique ? », *Centre Russie/NEI*, IFRI, n°47, février 2012, p.5.

¹² Isabelle FACON, « Le tandem sino-russe, un défi pour l'Occident ? », *Politique internationale*, n°127, printemps 2016.

¹³ À titre d'exemple, voir Alexander LUKIN, "Shanghai Cooperation Organisation: Problems and Prospects", in *International Affairs: A Russian Journal of World Politics, Diplomacy and International Relations*, vol. 50, No. 3, 2008, pp. 20-27.

De l'évolution du rôle et de la place relative de la Chine dans la conduite de la politique extérieure de la Russie : considérations préliminaires

Au lendemain de l'éclatement de l'URSS fin 1991, la Russie est devenue un État indépendant, sans existence historique dans sa forme nouvelle, « La Fédération de Russie », et s'est donc retrouvée en quête de son identité : identité nationale, géographique, politique, culturelle. Jusque dans la seconde moitié des années 1990, celle-ci restait à définir. Comme le souligne Georges Nivat, la Russie avait longtemps « vécu dans un habit plus grand qu'elle, et qui était l'habit de l'empire, repris par Lénine et ses successeurs »¹⁴. Il lui était par conséquent « très difficile de se retrouver seule, et d'ailleurs personne ne sa[vait] au juste ce qu'[était] la Russie réduite à elle-même ». Historiquement, jamais un tel État n'avait existé dans les frontières résultant de l'éclatement de l'URSS. Dans ces conditions, comment définir ses intérêts nationaux, internes autant qu'externes, énoncer les grandes orientations en matière de sécurité nationale, évaluer la nature de ses relations avec ses voisins, si l'on ne sait pas quel pays on est ?

Par ailleurs, juste après la fin de l'URSS, sont apparues, au sein de l'élite dirigeante de la Russie, deux conceptions militaro-stratégiques radicalement différentes. Selon Iouriï Fiodorov¹⁵, une ligne, traditionnelle et portée sur l'identité duale, euro-asiatique de la Russie, voyait dans les actes et les intentions de l'Occident la principale menace pour la sécurité russe et envisageait l'éventualité d'une confrontation. Aussi prônait-elle un renforcement de la défense. Une autre ligne était orientée vers la recherche de partenariat et de coopération avec les États d'Europe et d'Amérique du Nord. Sur le plan militaire, cette approche partait du principe qu'une guerre avec les États-Unis et l'OTAN était pratiquement impossible, que, par conséquent, la Russie n'avait pas besoin de forces armées puissantes, qu'elle devait les restructurer pour les employer dans des conflits de faible intensité, régionaux et locaux, tout en conservant l'arme nucléaire comme moyen de dissuasion stratégique à l'égard de la Chine.

Dans la seconde moitié des années 1990, l'approche consistant à rechercher un partenariat avec l'Occident est en train de s'effacer au profit de la ligne traditionnelle selon laquelle la confrontation avec les pays occidentaux est inéluctable dans un avenir proche ou relativement éloigné¹⁶. Ce changement date de l'arrivée, début 1996, d'Evgueni Primakov au ministère des Affaires étrangères et du général Igor Rodionov à la Défense. Ainsi que l'explique Iouriï Fiodorov, selon cette stratégie de confrontation à l'Occident, celui-ci est vu comme une force hostile qui essaie d'empêcher le renouveau du pays, de l'évincer de l'espace post-soviétique et qui convoite les ressources naturelles russes¹⁷. Aussi pour neutraliser ces menaces, une force militaire adéquate est-elle nécessaire pour s'opposer à l'Occident et à l'OTAN. Il est de ce point de vue intéressant de constater que quand le *Concept de politique étrangère* adopté en 1997, au crépuscule de l'ère Eltsine, est encore fortement imprégné par le positionnement de non-confrontation de la Russie avec l'Occident qui présente

¹⁴ Georges NIVAT, *Russie-Europe. La fin du schisme. Études littéraires et politiques*, Lausanne, L'Age d'Homme, 1993, p. 238.

¹⁵ Voir Iouriï FIODOROV, « La pensée stratégique russe », chapitre 4 de l'ouvrage *La politique de sécurité de la Russie. Entre continuité et rupture*, dirigé par Yves Boyer et Isabelle Facon, publié en 2000 aux éditions Ellipses dans la collection « Repères stratégiques », pp. 76-84.

¹⁶ FIODOROV, « La pensée stratégique russe », *op. cit.*, notamment p. 86.

¹⁷ Cet auteur donne comme exemple la déclaration en 1996 du général Ivachov, chef de la Direction principale pour la coopération internationale du ministère de la Défense selon laquelle « les États-Unis se sont fixés les objectifs suivants : la neutralisation du potentiel stratégique nucléaire russe ou la mise en place d'un contrôle international (sous l'égide des États-Unis) de ce potentiel (notamment par la mise en œuvre du Traité START 2) ; la désintégration de la CEI et le refus de laisser la Russie affirmer sa position de leader dans l'espace post-soviétique ». *Ibid.*, note p. 87.

deux aspects¹⁸, un tel positionnement ne se retrouve plus dans les documents adoptés depuis pour servir de base à la planification stratégique de la politique étatique concernant la sécurité nationale de la Russie¹⁹.

Corollaire à (et conséquence de) l'effacement progressif parmi les élites décisionnaires russes de l'approche consistant à rechercher un partenariat avec l'Occident au profit d'une ligne d'altérité eurasianiste conceptualisée par le théoricien politique, intellectuel nationaliste Alexandre Douguine, une certaine « sinophilisation » de la politique étrangère russe s'est marquée depuis au moins le milieu des années 2000²⁰. Dans sa genèse, cette sinophilisation ne doit pas être entendue comme la poursuite d'une attirance irrépessible, mais comme une prise d'intérêt pour l'émergence du grand voisin oriental et la volonté de « domestiquer » et de « s'arrimer » à cette montée en puissance de la Chine au bénéfice des objectifs de développement et des intérêts de sécurité nationale de la Russie, perçus comme étant de plus en plus menacés par les Occidents. Bien qu'une amélioration importante des relations sino-russes soit apparue dès l'avènement de Vladimir Poutine, leur utilité pour Moscou est dans un premier temps restée largement inchangée et indirecte, en droite ligne de ce qu'elle était depuis les années 1990 : essentiellement, le développement de la coopération russo-chinoise était pensé contrebalancer la puissance américaine et renforcer la Russie dans ses relations avec les États-Unis et l'Europe²¹. Cette attention prononcée pour la Chine n'est donc ni absolue, ni exclusive, car les considérations d'ordre pragmatique concernant les intérêts économiques et politiques de chacune des parties continuent de prévaloir sur les considérations idéologiques ou les valeurs communes.

Une constante dans la politique étrangère russe a pu être observée ces quinze/vingt dernières années : le partenariat stratégique avec la Chine est sans cesse évoqué lors des périodes de tension entre Moscou et Washington. Les exemples ne manquent pas. Après les attentats du 11 septembre, la Russie et les États-Unis se sont accordés sur la présence militaire américaine en Asie centrale, et

¹⁸ Le texte de 1997 (Texte russe complet [Концепция национальной безопасности Российской Федерации], adopté par un oukase (N°1300) du 17 décembre 1997, en ligne sur le site web : <https://www.armscontrol.ru/start/rus/docs/sncon00.htm>) mentionne ainsi qu'est pratiquement inexistant la menace d'une agression de grande envergure contre l'État russe et cela compte tenu des changements profonds dans la nature de ses relations avec les autres puissances dirigeantes (§69). D'autre part, il est précisé que « la Russie n'a pas l'intention d'entrer en confrontation avec un quelconque État ou groupe d'États, ne poursuit pas d'objectifs hégémoniques ou expansionnistes » et que « comme puissance euro-asiatique influente, elle soutiendra des relations de partenariat avec tous les pays intéressés de la communauté mondiale » (§127). On retrouve ce même positionnement de la Russie dans les messages adressés par le président Eltsine à l'Assemblée fédérale dans les années 1994, 1995 et 1996. Il ne le met plus en avant à partir de 1997.

¹⁹ Le premier de ces documents, dénommé « Concept de sécurité nationale de la Fédération de Russie », préparé par le Conseil de sécurité russe, a été approuvé par un oukase du président Eltsine le 17 décembre 1997. Ce document a été révisé à plusieurs reprises. Une première révision est intervenue en 2000. Élaborée en grande partie en 1999 alors que Vladimir Poutine occupait les fonctions de secrétaire du Conseil de sécurité de la Russie, puis de Premier ministre, elle a été approuvée le 10 janvier 2000 par un oukase de ce dernier étant donné qu'il avait été désigné président par intérim par Boris Eltsine le 31 décembre 1999. Puis, une version révisée avec un nouvel intitulé, celui de « Stratégie de sécurité nationale de la Fédération de Russie jusqu'à l'année 2020 », a été approuvée le 12 mai 2009 par un oukase du président Dmitri Medvedev. À ce moment-là, Vladimir Poutine était Premier ministre. Sans attendre 2020, ce dernier, alors qu'il était à nouveau président de la Russie, a approuvé par un oukase du 31 décembre 2015 une nouvelle « Stratégie de sécurité nationale de la Fédération de Russie ». Ces quatre textes servent de base pour la planification stratégique de la politique étatique concernant la sécurité nationale de la Fédération de Russie. Leur structure n'est pas exactement la même. Toutefois, tous présentent la perception qu'a la Russie d'elle-même et de son environnement international. Par ailleurs, tous déterminent ses intérêts nationaux et les menaces pour sa sécurité. Tous fixent, dans une série de domaines de la vie sociale, les orientations en vue de garantir cette dernière. En effet, la conception par la Russie de sa sécurité nationale englobe, sur le modèle américain, toutes les dimensions de la vie sociale. Elle ne traite pas seulement de la défense, mais également de la politique étrangère, de l'économie, de l'écologie, de l'information, de la santé publique, de l'éducation, etc.

²⁰ Andreï TSYGANKOV, « Occidentalistes et sinophiles dans la politique étrangère russe », *Centre Russie/NEI*, IFRI, décembre 2009, p.5-6.

²¹ Thomas GOMART, « L'Europe dans la politique étrangère russe : nécessaire, mais plus suffisante », *Centre Russie/NEI*, mai 2010, p.16.

ce, sans que Vladimir Poutine n'avertisse préalablement les autorités chinoises²². L'option chinoise de la politique extérieure russe refit son apparition en 2003 lorsqu'un désaccord profond opposa Moscou à Washington en ce qui concerne l'invasion de l'Irak. Cinq ans plus tard, le *reset* proposé (et jamais abouti) par l'administration Obama devait brièvement reléguer le partenariat stratégique avec la Chine au second plan. Mais rapidement, la montée des tensions avec l'Occident suite à la vague des révolutions de couleur dans l'espace ex-soviétique, qui a significativement contribué à modifier le prisme à travers lequel la Russie considère le danger posé à ses intérêts de sécurité nationale par les politiques des pays occidentaux, a amené le Kremlin à reconsidérer l'utilité intrinsèque du développement de son partenariat désormais dit « stratégique » avec la Chine. En outre, concomitamment, la très grave crise financière d'origine occidentale qui a touché l'ensemble de la planète à partir des années 2007-2008 permettait désormais de considérer le modèle de développement chinois comme une alternative pertinente au consensus de Washington. Les autorités russes voyaient ainsi leur modèle conforté de manière indirecte dans la mesure où la comparaison des expériences historiques partagées par les deux pays fournissait au régime des arguments supplémentaires en faveur d'une modernisation nationale sous strict contrôle gouvernemental²³.

Cette tendance s'est trouvée particulièrement accélérée dans le contexte de la très forte dégradation des relations entre l'État russe et les pays occidentaux suite de l'annexion de la Crimée ukrainienne et le déclenchement du conflit dans le Donbass à partir du début de l'année 2014. Incidemment, par ses effets de champs multiples, tant au plan politique (isolement diplomatique) qu'économique (sanctions), la crise internationale autour de l'identité systémique et l'intégrité territoriale de l'Ukraine et le nouvel antagonisme Est-Ouest co-construit depuis devait devenir le catalyseur d'une dimension nouvelle du rapprochement en cours depuis plusieurs années entre Moscou et Pékin, alors matérialisé pour de nombreux observateurs dans la signature à Shanghai, le 26 mai 2014, en pleine guerre du Donbass, d'un contrat d'une valeur de plus de 400 milliards de dollars pour la fourniture sur trente ans de gaz sibérien à la Chine, à prix d'ami (cf. inférieur aux prix du cours BRN), et conditionné à plusieurs dizaines de milliards d'investissements chinois à réaliser (dont beaucoup toujours en attente à ce jour) dans la construction d'infrastructures connexes²⁴. Projeté aux yeux du monde tel le symbole annonciateur de la nouvelle alliance sino-russe en formation alors même que l'Europe étendait son régime de sanctions et cherchait à réduire sa dépendance énergétique vis-à-vis de la Russie, ce super-accord gazier devait souligner l'étendue du tournant chinois alors pris dans la conduite extérieure russe en lien aux effets de la crise ukrainienne. Mais la montée en gamme des relations sino-russes à partir de ce moment est allée bien au-delà de la conclusion de ce seul accord, venu marquer l'aboutissement de négociations et d'efforts de développement de la coopération bilatérale sino russe en cours depuis plus de 15 ans. Prélude à une aggravation continue des tensions entre Russes et Occidentaux, la crise en et autour de l'Ukraine a eu pour effet essentiel d'amener la Russie, soumise à la forte pression économique et politique des alliés euro-atlantiques, à réévaluer les termes et conditions de sa stratégie vis-à-vis de la Chine. En effet, face à la nécessité imposée de rapidement trouver les voies et moyens susceptibles de compenser les lourdes pertes financières résultant des sanctions occidentales et leur impact massif sur les flux d'investissements et la fuite des capitaux étrangers, le pouvoir russe s'est vu contraint par le caractère limité de ses options de partenariats alternatifs immédiatement disponibles à considérer sous un jour nouveau l'opportunité des limitations qui avait conduit à ce stade de leur développement à un palier de blocage dans l'approfondissement de ses politiques de coopération économique avec Pékin. Dans les faits cela signifiait : consentir à un assouplissement majeur de certains principes-clés de l'hyper-souveraineté russe vis-à-vis du voisin chinois. Par force de nécessité, cette réévaluation du rapport bénéfice/risque de l'ouverture russe envers Pékin a ainsi abouti à la levée de trois blocages très forts jusqu'ici implicitement fixés à la coopération sino-russe : (i) les réticen-

²² M. LAUMULIN, "The Shanghai Cooperation Organization as 'geopolitical bluff?' A view from Astana", in Thomas GOMART, Tamara KASTUEVA-JEAN, *Russie.Nei. Visions*, Paris: IFRI, 2007 p. 7.

²³ Dmitry YEFREMKO, « Forced or Desired Modernity? », *Russia in Global Affairs*, n°3, juillet 2010.

²⁴ "Russia signs 30-year deal worth \$400bn to deliver gas to China", *The Guardian*, London, 21 May 2014 <https://www.theguardian.com/world/2014/may/21/russia-30-year-400bn-gas-deal-china>

ces structurelles de la Russie à vendre des équipements et technologies militaires avancés à la Chine; ii) l'interdiction *de facto* faite jusqu'alors à des prises de participation chinoises dans les grands projets d'infrastructures nationaux; et (iii) le refus jusqu'ici opposé par Moscou à la perspective de voir des investissements chinois directs dans les gisements de ressources stratégiques du pays. Si les exemples de cette nouvelle approche appliquée par le Kremlin en 2014-2015 restent à ce jour limités, ils n'en sont pas moins un indicateur important de ce qui pourrait se produire à l'avenir à plus grande échelle.

Épistémologie des dynamiques de rapprochement russo-chinois : l'Occident comme miroir déformant

Dans le moment unipolaire triomphant de l'après-Guerre froide, l'illusion de la fin de l'histoire découlant de celle de l'ère de la confrontation bipolaire et le néo-idéalisme démocratique en vigueur au moins depuis la présidence Clinton ont conduit les puissances occidentales, au premier rang desquelles la superpuissance américaine, à rompre avec l'approche des « réalistes » historiques qui, en héritiers des conceptions de l'analyse géopolitique globale de l'histoire du monde proposée en 1904 par le géographe britannique Sir Halford Mackinder²⁵, s'étaient ingéniés à exploiter les tensions entre la Chine et l'Union soviétique, jouant l'une contre l'autre, au profit d'une politique consistant à presser la Chine et la Russie dans le sens d'une plus grande démocratisation, tout en les forçant à abandonner les mesures préjudiciables à la réalisation de cet objectif commun aux démocraties libérales occidentales. La conséquence inattendue et non désirée – l'impensé en somme – de cette politique visant, vu d'ici, à une « normativisation » du positionnement international de la Russie et de la Chine – à travers une « OTAN-compatibilité » espérée de la première et l'endossement attendu du statut de « puissance responsable » par la seconde –, mais perçue dans les faits, vu de là-bas, comme porteuse d'une obligation de « rentrer dans le rang » (occidental), semble avoir été de mettre Moscou et Pékin dans une configuration les incitant d'autant plus à résister en s'associant pour « peser » face à l'Occident.

De manière essentielle, la philosophie générale du rapprochement russo-chinois tient aux représentations partagées par les tenants des régimes en place à Moscou et à Pékin sur certains aspects centraux de la gouvernamentalité et la structure du système des relations internationales, et notamment de la part importante de responsabilité pointée des pays occidentaux, au premier rang desquels les États-Unis, dans la survenance de facteurs que les deux capitales considèrent très déstabilisants pour la stabilité et la sécurité internationale. Les deux pays observent également du même œil les perspectives qu'ils estiment favorables au développement de leur relation et de son expression alors qu'émerge un monde multipolaire.

Au niveau épistémologique de la formation des relations internationales, les pouvoirs russes et chinois désirent tous deux s'affranchir de ce qu'ils perçoivent être, en substance, une structure de gouvernance mondiale basée, au sein de la « communauté internationale », sur la domination des pays occidentaux sous le leadership des États-Unis, au profit du renforcement d'un nécessaire renforcement des dynamiques de transformation du système des relations internationales dans le sens d'un monde multipolaire ou « polycentrique » (cf. moins « dominé » par les États-Unis et, vu des Russes, le « monde euro-atlantique »), dont ils entendent être des centres premiers d'influence à toute fin de réalisation de leurs intérêts nationaux à long terme. C'est là un objectif stratégique de

²⁵ Auteur de *The Geographical Pivot of History* ou théorie du Heartland

la politique étrangère russe depuis au moins le milieu des années 1990²⁶. C'est aussi la direction principale de la conduite de la politique extérieure du Parti communiste chinois au moins depuis la conceptualisation par Hu Jintao du nouveau « modèle chinois » de gouvernance devant servir d'alternative au « modèle démocratique » occidental, particulièrement en direction des pays en voie de développement. En ce sens, bien que reposant sur des trajectoires historiques singulières et servant des finalités stratégiques différenciées, les objectifs de la « doctrine Primakov²⁷ », selon laquelle la Russie favorisera l'élaboration du développement d'un monde multipolaire dont elle veut devenir l'un des centres d'influence au service de la reconnaissance et de la réalisation de ses intérêts de puissance, sont apparus, à la faveur des écueils et frustrations nés du moment unipolaire de l'après-Guerre froide, largement congruents avec la vision sous-tendant le modèle d'engagement de la Chine dans la mondialisation, ce qu'on a appelé communément depuis le « consensus de Pékin²⁸ », combinant croissance économique sur un mode de dérégulation néolibérale et autoritarisme politique anti-libéral.

Si la multipolarité serait, dans le discours des autorités russes et chinoises, le mode d'équilibre le plus à même de garantir la stabilité et la sécurité internationales, elle permettrait surtout à Moscou et Pékin d'avoir un rôle plus important dans le jeu mondial, auquel les pouvoirs russes et chinois aspirent, au service de leurs propres objectifs de politique intérieure et de leurs intérêts de puissance. Dans ce monde multipolaire idéal, que les régimes russes et chinois appellent de leurs vœux et au développement duquel il travaille, la Russie et la Chine se trouveraient équidistantes, métaphoriquement parlant, non seulement l'une de l'autre, mais aussi de tous les autres centres en question, États-Unis compris. Le rapprochement russo-chinois ne pourrait ainsi aboutir qu'à une normalisation de leurs relations, sans que les deux pays n'aient besoin de se soutenir mutuellement pour faire face au monde occidental²⁹.

En leur qualité de grands pays tenants d'une approche des problèmes internationaux qui leur est propre, la Chine et la Russie partagent l'idée qu'elles seraient mieux à même de défendre leurs intérêts économiques et sécuritaires dans un monde s'en remettant non pas à un leadership unique, mais à un « directoire des Grands », sans que nul ne pût imposer aux autres des conditions unilatérales. Aussi, Moscou et Pékin défendent-ils tous deux un système international fondé sur le principe de primauté absolue de la souveraineté des États sous l'autorité exclusive et nécessairement consociationaliste du Conseil de sécurité, où ils peuvent user (et abuser) de leur droit de veto comme instrument critique d'équilibre de leur influence avec celle des puissances occidentales, à un moment où, à tous autres égards, ils sont encore loin de pouvoir contrebalancer le poids politique et économique d'un Occident uni. Ainsi, le principe de la souveraineté absolue des États n'autorise pas le centre de pouvoir dominant à imposer sa volonté à d'autres pays sur des questions de politique intérieure. La Russie et la Chine, dont la structure politique interne diffère pour le moins de celle des États occidentaux, appréhendent avec une grande circonspection les concepts susceptibles d'ébranler la souveraineté ou de justifier, sous couvert d'interventions humanitaires, la pratique décrite tant à Moscou qu'à Pékin de renverser des régimes politiques « légitimes » par un recours unilatéral à la force masquant souvent la poursuite d'intérêts moins avouables, quand il ne s'agit

²⁶ Cet aspect des choses a pour la première fois été bien mis en évidence par Isabelle Facon, dans « Facteurs permanents et fédérateurs de la politique extérieure russe : entre blocage et renouvellement », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 31, 2000, n°2, p. 164, URL http://www.persee.fr/doc/receo_0338-0599_2000_num_31_2_3029

²⁷ Evgeni Primakov a été ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie entre le 10 janvier 1996 et le 11 septembre 1998, avant de devenir Président du gouvernement russe (Premier ministre) du 11 septembre 1998 au 12 mai 1999 (gouvernement dans lequel siégea pour la première fois Vladimir Poutine. Pour sa pensée en politique étrangère, voir Iouri FIODOROV précité, pp. 88-89.

²⁸ Voir notamment Paul ANDRÉ, *Conclusion. Le consensus de Pékin : modèle d'économie confucéenne ou modèle ad hoc ?* In : *La Chine aujourd'hui : Dynamiques domestiques et internationales*, Villeneuve d'Ascq : Presses universitaires du Septentrion, 2014. Disponible en ligne sur : <http://books.openedition.org/septentrion/8226>.

²⁹ Sur cette thèse, voir notamment : voir Alexander LUKIN, "Shanghai Cooperation Organisation: Problems and Prospects", in *International Affairs: A Russian Journal of World Politics, Diplomacy and International Relations*, vol. 50, No. 3, 2008 pp. 20-27.

pas d'empêcher la réalisation de leurs intérêts nationaux. Il convient ici de garder à l'esprit le stigmate laissé par l'aventure libyenne.

À ce titre, l'image d'un partenariat équilibré et solide que les autorités chinoises et russes s'attachent à construire dans les esprits extérieurs contient un message fort sur la structure des relations internationales souhaitée par les deux capitales. Ce partenariat d'un type nouveau apparaît comme un contremodèle par rapport aux standards occidentaux. Le partenariat sino-russe est une manière d'indiquer qu'il est possible de refuser aux Occidentaux l'ambition d'étendre leur système de valeurs ainsi que de s'insérer dans les affaires intérieures de certains États au nom de la promotion des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Cette volonté russe et chinoise a été renforcée par l'effet-choc de la vague des révolutions de couleur survenues au milieu des années 2000 dans les anciennes républiques soviétiques, puis celle dites des « Printemps arabes » qui a balayé d'Ouest en Est la région MENA au début de la décennie suivante. Cela vise également les interventions militaires occidentales en Irak, en Libye, en Syrie et, s'agissant plus spécifiquement de la Russie, de l'épisode traumatique du *Maidan* ukrainien, qualifié par Moscou de coup d'État anti-constitutionnel soutenu (si pas fomenté) par les États-Unis et l'Union européenne. Qu'elles qu'en soient les causes profondes et les dynamiques internes, ces changements de régime ont été interprétés par les pouvoirs russes et chinois comme des soulèvements orchestrés par l'Occident afin d'y atteindre plus facilement ses objectifs, traduisant ce que Moscou et Pékin condamnent tous deux comme « la pratique de plus en plus répandue de renverser des régimes politiques légitimes provoquant au sein de l'État de l'instabilité et des conflits » (S.2015, §18)³⁰. Il convient à ce titre de ne pas sous-estimer la peur du Kremlin et du Comité central du PCC, bien conscients des fragilités intrinsèques de leur contrôle politique et social.

Ainsi, il n'en reste pas moins que si la place de l'Occident, et singulièrement des États-Unis, peut être située au centre des évolutions de la relation sino-russe ces dernières années, cette dernière dispose également de relais internes aux deux pays. Le fait est que la politique extérieure ainsi que le positionnement *et* de la Chine *et* de la Russie sur la scène internationale ne sont pas les seuls éléments entrant en ligne de compte. En effet, comme le souligne Bobo Lo, la relation entre la Chine et la Russie est davantage basée sur la *Realpolitik* traditionnelle que sur d'illusoires valeurs partagées³¹. Et la consolidation interne aux deux pays occupe une place cruciale dans les calculs politiques poussant Pékin et Moscou l'un vers l'autre. Au-delà de leurs visions politiques partagées d'un nécessaire renforcement des dynamiques de transformation du système des relations internationales dans le sens d'un monde multipolaire, l'évolution de la relation bilatérale est également – d'abord et surtout – calculée par des préceptes internes.

³⁰ Texte russe [Стратегия национальной безопасности Российской Федерации], adopté par un oukase (N°683) du 31 décembre 2015, en ligne sur le site web du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie : <http://www.scrf.gov.ru/documents/1/133.html>

³¹ Bobo LO, « Ten things everyone should know about the Sino-Russian relationship », *Policy Brief*, Center for European Reform, décembre 2012, p.1.

Russes et Chinois : toujours plus proches...

Il est possible d'identifier plusieurs sphères d'intérêts partagés entre la Russie et la Chine qui, à défaut d'être véritablement communs, tendent à rapprocher les deux pays.

Les premiers sont d'ordre économique. Couvrant des maillages différents de la chaîne de valeur, les économies russe et chinoise sont complémentaires à plus d'un titre³². Du point de vue logistique, le potentiel d'une synergie naturelle entre les deux économies se voit en outre directement renforcé par la possibilité de sécuriser des voies d'approvisionnement terrestres offerte par la proximité géographique directe entre les deux pays. Les deux pays partagent en outre un certain nombre d'intérêts économiques évidents. Au niveau systémique, Moscou et Pékin cherchent à réformer le système financier international en renforçant le rôle des États non occidentaux au sein de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, et en élargissant l'usage des monnaies régionales dans le commerce international. Elles dépendent par ailleurs l'une de l'autre en tant que partenaires commerciaux et économiques. La Russie, malgré ses capacités industrielles historiques et sa main d'œuvre qualifiée, reste une économie essentiellement primaire dans la chaîne de valeur ajoutée, largement tributaire de ses exportations de matières premières, primaires et secondaires, dont l'économie chinoise, fortement dépendante de ses importations d'hydrocarbures, métaux, ressources agricoles etc., est grande consommatrice. Et alors que le pays sous la conduite de Xi Jinping a périsseusement entrepris de basculer d'un modèle de croissance tirée par l'investissement vers un modèle centré sur la consommation intérieure, la Russie a beaucoup à offrir à une Chine confrontée aux impératifs de sa maturité économique, tant comme réservoir de ressources naturelles et agricoles que comme marché d'exportation.

Depuis le tournant de la décennie, la Chine est devenue le premier partenaire commercial de la Russie³³ et alimente (inonde) aujourd'hui le marché russe non seulement en biens de consommation courante mais aussi, de plus en plus, en machines et équipements technologiques. Pékin a vu ses positions considérablement consolidées dans les volumes combinés d'échanges commerciaux ces dernières années. Il faut dire qu'au-delà de son énorme marché, la Chine a beaucoup à offrir à une Russie économiquement stagnante confrontée aux défis de son indispensable modernisation dans un contexte général de baisse des investissements directs étrangers et de réduction drastique des flux d'investissements en provenance des pays occidentaux. D'une part, les entreprises chinoises possèdent une solide expertise dans la construction d'infrastructures qui font cruellement défaut dans les vastes territoires sous-équipés de Sibérie et d'Extrême-Orient. D'autre part, les stocks de capitaux disponibles et l'accessibilité aux plateformes financières et aux technologies industrielles avancées des opérateurs chinois s'avèrent aujourd'hui indispensables à la modernisation de la base industrielle de la Russie. Longtemps, les autorités russes s'étaient montrées réticentes à consentir à une ouverture massive des secteurs clés de l'économie aux investissements chinois pour le développement des infrastructures et l'exploitation des ressources de la Sibérie et des régions orientales, mais cette politique a commencé à changer comme une nécessité imposée par les effets de champs de la crise en et autour de l'Ukraine. Pourtant, malgré l'impact des sanctions et le bénéfice induit que ses opérateurs ont pu en tirer en termes d'ouverture de marchés, la Chine n'arrive toujours que (loin) derrière l'Allemagne, le Royaume-Uni, la France, les Pays-Bas et... Chypre (cf. offshore) parmi les dix premiers investisseurs dans l'économie russe³⁴. Quant à la Russie, elle ne représente à ce jour qu'environ 2% du commerce extérieur chinois – une paille. L'importance relative de cette portion congrue se trouve toutefois grandie par le fait que la Chine reçoit de son voisin (et vice versa, quoique dans une dimension aujourd'hui bien plus large) des marchandises qu'elle ne peut se procurer ailleurs en raison des sanctions imposées par l'Occident – c'est surtout le cas des équi-

³² De la même manière que l'économie russe est de ce point de vue complémentaire de celle de l'UE...

³³ Mais toujours (très loin) derrière l'Union européenne considérée comme une entité unique.

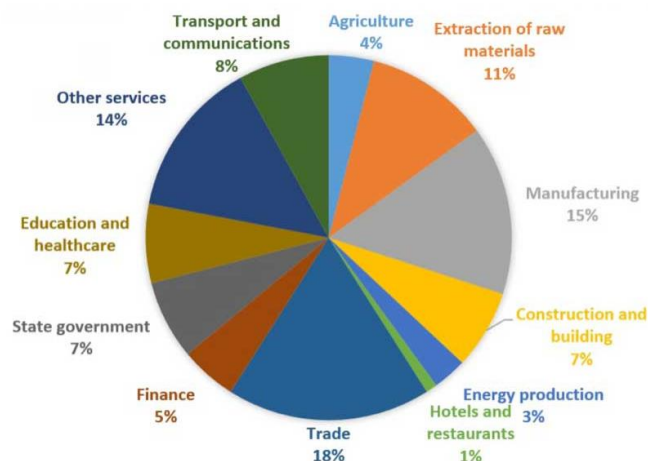
³⁴ "Foreign Investors Fleeing Russia in 2017, Withdraw Nearly \$1 Bln", *The Moscow Times*, 26 December 2017
URL: <https://themoscowtimes.com/news/foreign-investors-fleeing-russia-in-2017-60052>

pements et technologies militaires. Surtout, la Russie fournit à la Chine des ressources minérales, énergétiques et agricoles que Pékin ne peut obtenir par d'autres voies en quantité suffisante, à des prix acceptables et d'une façon pleinement diversifiée.

Flux des IDE en Russie par pays et par secteur d'activité

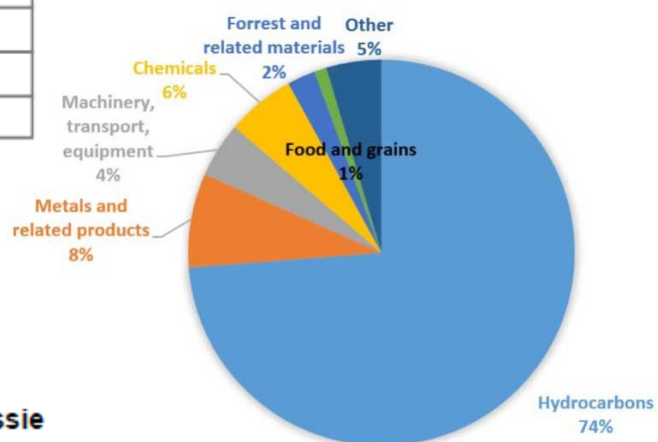
Main Investing Countries	2017, in %
Cyprus	32.7
Luxembourg	10.1
Netherlands	8.8
Bermuda	5.9
Ireland	5.9
Bahamas	4.8
United Kingdom	3.7
Germany	3.5

Structure du PIB russe par secteur 2017



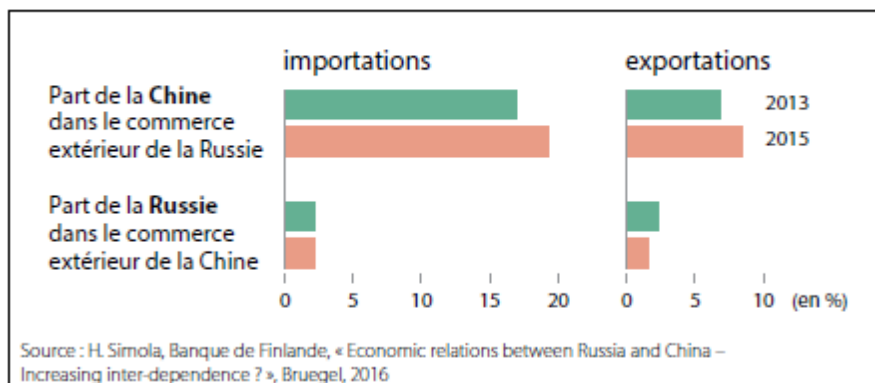
Main Invested Sectors	2017, in %
Mining and quarrying	21.4
Manufacturing industry	20.6
Trade, repair of motor vehicles	15.5
Financial activities and insurance	14.0
Real estate	6.5

Structure des exportations russes par secteur 2017



Source : Russian Central Bank, 2017 data

Les échanges commerciaux entre la Chine et la Russie



D'un point de vue historique, l'URSS, et la Russie par la suite, ont toujours été des fournisseurs importants d'armes aux forces armées chinoises. À partir du tournant des années 1990-2000 toutefois, les flux de matériels militaires russes vers la Chine avaient connu une importante réduction alors que la Chine ambitionnait d'augmenter ses capacités dans le domaine de la production. Cette réduction de la demande sur le marché chinois s'était alors soldée par une redirection des exportations russes vers l'Inde et le Viet Nam, qui demeurent toujours à ce jour deux marchés d'exportation majeurs des industries de défense russe. Certains analystes voient d'ailleurs dans les ventes d'armes substantielles de Moscou à ces deux pays une clé parmi d'autres dans un jeu d'équilibre russe destiné à compenser, à l'échelle régionale, la montée en puissance de la République populaire³⁵. Nonobstant, le resserrement du partenariat sino-russe ces dernières années et notamment la volonté de le doter d'un volet de coopération plus substantiel en matière de sécurité-défense, combiné à l'effet des régimes de sanctions respectifs pesant à la fois sur les importations de technologies militaires occidentales par la Chine et celles, résultat de la crise ukrainienne et du nouveau conflit politique Est-Ouest, pesant cette fois sur l'exportation des technologies dites « à double usage » à destination de la Russie, ont contribué de manière sensible depuis la fin de la première décennie 2000 à une ré-intensification substantielle des flux d'exportation (mais aussi, et le fait, est plus nouveau, d'importation) d'équipements et de technologies militaires entre les deux pays. Grâce à l'assentiment du Kremlin, les industriels russes actifs dans le domaine de la défense ont ainsi eu ces dernières années l'opportunité de vendre du matériel militaire à Pékin pour plusieurs milliards de dollars. Il est à ce titre intéressant de noter que les équipements fournis semblent avoir une utilité nettement plus marquée pour un conflit maritime dans le Pacifique plutôt que dans une guerre terrestre dans l'Extrême-Orient russe. L'élite décisionnaire chinoise importe du matériel militaire d'origine russe en fonction d'une grille de lecture sécuritaire qui localise les menaces potentielles à Taiwan, au Japon, en Inde, ainsi qu'en Corée du Nord³⁶. Les décideurs militaires russes, pour leur part, se sont toujours montrés rétifs à livrer aux Chinois leurs technologies militaires les plus avancées, montrant ainsi que la notion, implicite, voire taboue, d'une « menace chinoise » a toujours occupé une place certaine, ne fut-elle qu'à longue échéance, dans les considérations stratégiques de la communauté sécurité-défense russe et les calculs politiques sous-tendant les formes et contenus de la coopération sino-russe en matière de défense.

Mais ici encore, la nécessité rendue impérieuse par les besoins économiques et la sécurité géopolitique du pays, suite à la mise au ban de la Russie par les alliés occidentaux en conséquence de l'annexion de la Crimée, de réévaluer les paramètres du rapport bénéfice/risque d'une plus grande ouverture envers Pékin a conduit les autorités russes, sous agenda contraint, à la levée de plusieurs blocages jusqu'alors implicitement fixés à une implication plus directe des Chinois dans plusieurs secteurs stratégiques, dont l'industrie de défense, et à ainsi assouplir les réticences structurelles des décideurs politico-militaires à vendre les technologies militaires les plus avancées de l'industrie de défense russe à la Chine. En mai 2014, les médias annonçaient ainsi que la Russie et la Chine avaient signé un contrat sur la livraison de systèmes sol-air S-400 (code OTAN : SA-21 *Growler*) à Pékin ; systèmes réceptionnés depuis lors, et que l'Armée populaire de Libération aurait mis à l'essai début décembre 2018 en tirant avec ses systèmes nouvellement acquis un missile moyenne portée 48N6E qui aurait, selon des médias russes citant des sources diplomatiques, détruit une cible balistique volant à une vitesse de trois mètres par seconde³⁷. La Chine est ainsi devenue le premier pays étranger à intégrer dans ses forces les systèmes antiaériens *Triumph*, fleurons de l'industrie de défense russe, que Moscou avait jusqu'ici refusé de livrer à tout acheteur étranger. Tout un symbole du resserrement des liens entre Moscou et Pékin suite aux effets de champs de la crise ukrainienne et de ce que l'élite décisionnaire russe est désormais prête à consentir au partenaire chinois au nom du renforcement de la coopération stratégique entre les deux pays. En conséquence de ce contrat et d'autres, portant notamment sur l'acquisition par la Chine de chasseurs russes

³⁵ Isabelle FACON, « Le tandem sino-russe, un défi pour l'Occident ? », *op. cit.*, p. 37.

³⁶ Bobo LO, « Ten things everyone should know about the Sino-Russian relationship », *Policy Brief*, Centre for European Reform, December 2008, p.2.

³⁷ <https://fr.sputniknews.com/international/201812211039388513-chine-missiles-s400-essais-medias/>

Sukhoi Su-35, les États-Unis ont adopté le 20 septembre 2018 de nouvelles sanctions contre la Chine pour sa coopération avec l'agence russe d'exportation de matériel militaire *Rosoboron-export*³⁸. Cette condamnation américaine est révélatrice d'un net changement de perception à Washington quant aux risques découlant du potentiel de synergies nouvelles des coopérations sino-russes en matières de défense ces dernières années et de la position internationale de la Russie sur l'échiquier asiatique. Alors que les préoccupations sécuritaires des deux pays continuent de diverger à plusieurs égards, Russes et Chinois n'en partagent pas moins une préoccupation commune quant à un déploiement de composants du bouclier antimissile américain non seulement en Europe (déploiement vigoureusement dénoncé par Moscou depuis plus d'une décennie), mais aussi au Proche-Orient et en Asie-Pacifique (à l'opposition de Pékin) dans le cadre de la mise en œuvre du concept de « frappe globale ³⁹ » et du déploiement de systèmes stratégiques non nucléaires d'armes à guidage de précision, ainsi que de l'installation d'armes dans l'espace⁴⁰.

Un autre élément interne façonnant considérablement la relation sino-russe est la coopération énergétique. L'analyse extérieure simplifiée à l'extrême la relation entre ces deux pays. Nous avons d'une part une économie en plein boom assoiffée d'énergie et d'autre part un des premiers producteurs d'hydrocarbures qui souhaite diversifier son carnet de commandes sur une base géographique. Un moins et un plus fait souvent une association parfaite dans l'esprit de certains analystes. La situation est cependant plus complexe. De manière évidente, le transit énergétique dépend encore aujourd'hui de données géographiques telles que le réseau physique de gazoducs ou d'oléoducs. Réorienter la production russe vers les consommateurs chinois demande un investissement conséquent dans le secteur du transit sans pour autant apporter une plus-value certaine en ce qui concerne la sécurité énergétique de la Russie. Ceci étant dit, les deux pays ont réalisé des progrès décisifs dans leur coopération énergétique, en 2009 d'abord, quelques mois après la guerre russo-géorgienne de l'été 2008, puis en 2014, en pleine guerre du Donbass, avec la conclusion longtemps reportée du super-accord gazier dit « *Power of Siberia* » portant sur la fourniture projetée par l'opérateur étatique *Gazprom* à la Chine de quelques 38 milliards de mètres cubes par an sur une période de trente ans (soit un trillion de mètres cubes au total !) pour une valeur totale estimée de plus de 400 milliards de dollars sur l'ensemble de la période contractuelle envisagée⁴¹ ; fourniture toutefois conditionnée à plusieurs dizaines de milliards d'investissements chinois à réaliser (dont beaucoup toujours en attente à ce jour) dans la construction d'infrastructures connexes. En 2009 déjà, les négociateurs russes et chinois étaient parvenus à un accord, déjà qualifié de record à l'époque, sur la planification d'un prêt de 25 milliards de dollars contre du pétrole russe. Cet accord « prêt contre pétrole » s'accompagnait également de la construction projetée d'oléoducs censés relier les champs de production russes de Sibérie centrale à la Chine. Contractuellement, la construction de ces axes de transit devait alors aboutir à la fourniture de plus de 30,000 tonnes de pétrole russe à la Chine sur base annuelle à horizon 2012⁴². Ce chiffre n'est toujours pas atteint à ce jour⁴³. Aussi, on le voit, malgré l'aboutissement alors providentiel pour Moscou du « super-accord gazier » sous la pression impérieuse des risques posés à la sécurité énergétique du pays par les effets du régime des sanctions occidentales sur le secteur énergétique russe, de nombreuses incertitudes demeurent à ce jour quant à la pleine réalisation d'une coopération énergétique aussi ambitieuse entre les deux voisins dans le domaine gazier tant on voit mal pour l'heure comment la Russie, compte tenu de l'état de ses infrastructures, pourrait devenir un fournisseur aussi important pour la Chine quand

³⁸ Pour une vision d'ensemble des sanctions prises ces dernières années par les autorités américaines contre l'État russe et ses opérateurs économiques, voir "U.S. Sanctions on Russia: An Overview", *In Focus*, Congressional Research Service, Washington D.C. Updated January 2, 2019; URL: <https://fas.org/sgp/crs/row/IF10779.pdf>

³⁹ En anglais "Prompt Global Strike"

⁴⁰ Isabelle Facon, « Un nouvel aplomb sur la scène internationale ? Une nouvelle doctrine militaire pour une nouvelle Russie », *Revue internationale et stratégique*, 2007/4 (n°68), pp. 145-146.

⁴¹ "Russia signs 30-year gas deal with China", BBC Business New, 21 May 2014; URL: <https://www.bbc.com/news/business-27503017>

⁴² Kulpash KONYROVA, "SCO Mulls Energy Club Creation", *IS-RIA*, 26 March 2012, http://www.isria.com/pages/21_March_2012_253.php.

⁴³ <https://www.bbc.com/news/business-27503017>

elle intensifie dans le même temps ses livraisons aux marchés européens (et à la Turquie) et ce, alors que les cours mondiaux rendent économiquement difficilement viable la construction des infrastructures complexes rendues nécessaires par la multiplicité des accords de fourniture. Ces incertitudes poussent notamment la Chine (mais aussi les Européens) à chercher des sources d'approvisionnement énergétique en Asie centrale notamment. Pour contrebalancer la dépendance du pays vis-à-vis de la Russie, Pékin s'est efforcé ces dernières années de conclure des contrats d'approvisionnement avec des pays comme le Turkménistan ou l'Ouzbékistan, ou encore la construction d'un oléoduc géant au Kazakhstan⁴⁴.

Pour ce qui est de leurs intérêts politiques, la coopération de plus en plus soutenue entre les deux pays dans les zones frontalières joue un rôle important dans le développement de la Sibérie, l'Extrême-Orient russe et la Chine du Nord-Est⁴⁵. La Chine est devenue ces dernières années le premier investisseur étranger dans l'un des grands desseins du Kremlin : le développement des régions d'Extrême-Orient, oubliées par Moscou pendant des années. Mais c'est surtout en Asie centrale que Chinois et Russes se sont engagés dans une coopération accrue ces dernières années. Les intérêts des deux puissances dans la région s'accordent en effet sur certains enjeux fondamentaux : développement économique, soutien à la stabilité politique et préservation des régimes laïques, lutte contre le terrorisme islamiste et le fondamentalisme, tout en veillant à ce que les États-Unis ne puissent pas (plus⁴⁶) établir de présence militaire dans la région.

Pacifier leur voisinage, respectif ou commun, est un objectif que partage aussi bien la Russie que la Chine. Peu de pays de cette importance sont confrontés à un voisinage aussi instable. De plus, une partie des zones problématiques appartiennent au voisinage commun aux deux États. Mis à part la région mer Noire - Caucase du Sud pour Moscou et Taïwan - mer de Chine méridionale pour Pékin, toutes les régions véritablement problématiques d'un point de vue sécuritaire pour la Chine et la Russie sont communes : l'Asie centrale, l'AfPak ou encore la Corée du Nord. Ces régions sont marquées par une instabilité politique structurelle qui menace les frontières russes et chinoises, et ce, qu'elles soient physiques ou mentales. Les problématiques causées par cette proximité sont avant tout d'ordre sécuritaire ; trafics en tout genre, diffusion de l'extrémisme religieux, terrorisme ou encore criminalité organisée. L'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) a d'ailleurs été créée en 2001 par les Russes et les Chinois pour forcer leurs homologues d'Asie centrale à coopérer entre eux dans les domaines sécuritaires précités. Alors que l'OCS est parfois considérée (à tort) comme un contre-pouvoir oriental à l'OTAN, ce n'est que quatre ans plus tard, en 2005, que cette organisation s'est dotée d'un organe de « consultations sur les questions de sécurité stratégique ». Isabelle Facon note d'ailleurs que les groupes de travail consacrés aux enjeux bilatéraux se réunissent plus fréquemment que ceux dédiés aux problématiques géopolitiques globales⁴⁷. On peut donc en déduire que le traitement conjoint de questions sécuritaires « *soft* » comme le terrorisme ou le séparatisme est un agenda à la fois plus consensuel et de logique davantage partagée entre Moscou et Pékin que le sont des problématiques géopolitiques plus classiques telles que la présence américaine dans le monde ou l'installation de troupes occidentales en Asie centrale.

Pour la Chine en particulier, la zone d'importance par excellence demeure le territoire national. La préoccupation principale des autorités chinoises concerne les mouvements séparatistes au Xinjiang ou au Tibet qui menacent l'intégrité territoriale. Avant de se soucier de la place ou de l'image du pays à l'extérieur, on peut émettre l'hypothèse que les autorités chinoises privilégient la stabilité intérieure. L'appui de la Russie est ici fondamental dans la mesure où ces deux pays s'appuient mutuellement dans la définition des mouvements séparatistes tchéchènes ou ouïghours, que les

⁴⁴ Bobo LO, "China's Permanent Reset", *Russia in Global Affairs*, n°3, juillet/septembre 2010.

⁴⁵ Bobo LO, "A Fine Balance: The strange case of Sino-Russian relations", in *Russie.Nei. Visions*, No. 5, April 2010, p. 9

⁴⁶ Dans le cadre des opérations en Afghanistan, les États-Unis ont disposé pendant plusieurs années de bases militaires en Asie centrale : à Karshi-Kanabad (K2) en Ouzbékistan (fermée en novembre 2005) et Manas au Kirghizstan (fermée en mai 2014)

⁴⁷ Isabelle FACON, « Le tandem sino-russe, un défi pour l'Occident ? », *Politique internationale*, n°127, printemps 2010.

autorités russes et chinoises (mais aussi centrasiatiques) classifient dans la rubrique « terrorisme international » sans autre forme de procès. La Russie joue également un rôle dans le renforcement de la sécurité régionale chinoise. La Chine utilise des relais bilatéraux, mais également multilatéraux, comme l'OCS, pour asphyxier les mouvements séparatistes présents dans la zone primordiale qu'est le territoire national. Les autorités chinoises analysent également son voisinage sécuritaire par l'intermédiaire de préceptes plus larges comme la neutralisation des menaces extérieures. Pour Bobo Lo, cette conviction doit être reliée à la fixation définitive de l'ancienne frontière soviétique de l'Asie centrale à l'Extrême-Orient russe. La volonté chinoise de sécuriser son arrière stratégique est motivée par des considérations sécuritaires nationales, mais également par une reconnaissance pragmatique qui permet à la Chine de se concentrer sur la modernisation économique⁴⁸. Elle se distingue en cela des ressorts de la conduite de la politique extérieure russe selon laquelle le renforcement de la position de la Russie en tant que grande puissance, clé pour ses intérêts nationaux, dépend de l'influence du pays en dehors de ses frontières nationales et tout particulièrement dans l'espace anciennement soviétique (Asie centrale, Caucase/mer Noire, « glacis occidental ») que Moscou considère comme sa zone d'influence « naturelle » ; une approche qui, même si elle répond à des considérations de sécurité nationale (en ce sens que la menace pour la sécurité comprend la menace pour l'influence de la Russie en dehors de ses frontières nationales⁴⁹), vise aussi et surtout à augmenter le prestige international de la Fédération de Russie.

Dès les débuts de la Russie postsoviétique, l'un des objectifs fondamentaux de cette politique russe a l'égard de la Communauté des États indépendants (CEI) a consisté à s'affirmer en tant qu'élément moteur de la formation d'un nouveau système de relations interétatiques, politiques et économiques dans l'espace post-soviétique. Igor Ivanov, ministre des Affaires étrangères sous Boris Eltsine, puis sous Vladimir Poutine entre 1998 et 2004, soulignait déjà dans son ouvrage « La nouvelle diplomatie russe » paru en 2002 que « la Russie ne tolérera pas que des États tiers agissent au sein de la CEI d'une manière qui aurait pour effet de négliger les intérêts russes, d'exclure la Russie ou d'affaiblir, de quelque manière que ce soit, la position de la Russie »⁵⁰. L'avertissement ciblait alors clairement les pays occidentaux et en particulier les États-Unis dans le contexte du nouvel interventionnisme américain proclamé dans le cadre de la dite « *Global War on Terror* ».

En droite ligne de cette affirmation, il ressort de l'ensemble des textes devant servir de base pour la planification stratégique de la politique de sécurité nationale de la Fédération de Russie successivement adoptés depuis l'accession de Vladimir Poutine au pouvoir que les autorités russes souhaitent activement poursuivre la reformation d'un espace économique unique et d'un système de sécurité collective dans le cadre de la CEI. La Russie a, en effet, lancé de nombreux projets en vue d'une intégration politico-militaire (Traité de sécurité collective signé le 15 mai 1992 au sommet de Tachkent entre plusieurs républiques ex-soviétiques, transformé en OTSC en septembre 2003) et surtout économique (accords d'union économique, de libre-échange, création d'une union douanière en 1995 devenue en 2000 la Communauté économique euro-asiatique (EvrAzeC) puis remplacée par l'Union économique eurasiatique en 2015) qui, toutefois, n'ont pas jusqu'à présent connu le succès attendu. Alors que le texte du Concept de politique étrangère et de sécurité approuvé par le président Eltsine en 1997 (C. 1997) mentionnait « une tendance au renforcement de la coopération entre la Russie et une série d'États membres de la Communauté des États indépendants » (§8)⁵¹, celui de la « Stratégie de sécurité nationale de la Fédération de Russie jusqu'à l'année 2020 », approuvé le 12 mai 2009 par un oukase du président Medvedev alors que Vladimir

⁴⁸ Bobo LO, « China's Permanent Reset », *Russia in Global Affairs*, n°3, July/September 2010.

⁴⁹ Richard WEITZ, « Russian-Chinese Security Relations: Constant and Changing », in Stephen BLANK, Richard WEITZ (dir.), *The Russian Military Today and Tomorrow: Essays in Memory of Mary Fitzgerald*, Strategic Studies Institute, July 2010, p.412.

⁵⁰ Citation et traduction par Jean-Robert JOUANNY, *Que veut Poutine ?* Paris, éditions du Seuil, 2016, p. 91.

⁵¹ Texte russe complet [Концепция национальной безопасности Российской Федерации], 17 décembre 1997, en ligne sur le site web : <https://www.armscontrol.ru/start/rus/docs/sncon00.htm>

Poutine était Premier ministre⁵², en revanche notait, parmi les menaces pour la sécurité de la Russie dans la sphère internationale, « l'affaiblissement des processus d'intégration dans le cadre de la CEI » (§39). En effet, les velléités des autorités russes de garder une emprise sur cet espace se sont heurtées à de fortes résistances de la part de certaines anciennes républiques soviétiques et à l'influence de nouveaux acteurs. C'est pourquoi, ainsi que le souligne Jean-Robert Jouanny, si les paramètres et les fondements de la politique russe à l'égard de « l'étranger proche » ont connu peu de changements, « les évolutions géopolitiques de l'environnement post-soviétique ont amené Moscou à les appliquer avec d'autant plus de force que son influence s'y érodait »⁵³ Après la Géorgie, la destinée de l'Ukraine est venue faire exemple de cette politique. En 2013, *Maidan* a confirmé la singularité de la trajectoire ukrainienne. L'annexion de la Crimée, suivie à partir d'avril 2014 de l'intervention russe dans le Donbass, a provoqué une rupture des deux États qui est le coup le plus grave porté depuis 1991 à la cohésion de l'espace eurasiatique et au projet russe d'une « grande Europe » qui serait bipolaire. Aussi, la « perte » de l'Ukraine pour le projet eurasiatique poursuivi avec vigueur par le Kremlin a-t-elle aussi eu comme conséquence de précipiter son basculement *de facto* vers sa dimension asiatique en provoquant par effets de champs contraints l'accélération du « pivot » de la diplomatie et l'économie russes vers l'Asie, et singulièrement vers la Chine.

Or, concomitamment, si l'on pense évidemment aux pays occidentaux, au premier rang desquels les États-Unis, dans le domaine économique et surtout sécuritaire (dans le cadre des opérations en Afghanistan, ils ont disposé pendant plusieurs années de bases militaires en Asie centrale), s'agissant de l'irruption tant décriée par Moscou de nouveaux acteurs dans sa sphère d'influence « naturelle » des anciennes républiques soviétiques du Caucase et d'Asie centrale – et c'est bien entendu d'eux qu'il s'agit d'abord quand il s'agit pour Moscou de décrier l'effet néfaste que représenterait l'influence d'acteurs extérieurs pour les intérêts primordiaux de la Russie dans la région, d'autres acteurs extérieurs exercent une forte influence dans cet espace. Songeons ainsi de la Turquie, dans les pays turcophones, à l'Iran, et surtout à la Chine.

Alors que le « partenariat stratégique » noué entre Moscou et Pékin a pris une importance particulière depuis la dégradation des relations russo-occidentales consécutive à la crise en Ukraine, la spectaculaire progression de la Chine dans la région ces dernières années a contribué à en déplacer le centre de gravité vers l'Asie. Présente dans plusieurs autres États européens de l'Eurasie, la République populaire est devenue un acteur de premier plan en Asie centrale, qui représente désormais pour elle à la fois un nouveau marché et un important fournisseur d'hydrocarbures (plus important à ce jour que la Russie elle-même). En 2015, la Chine était, devant la Russie et les États de l'Union européenne, le premier partenaire commercial du Kirghizstan, du Tadjikistan, du Turkménistan et de l'Ouzbékistan, le troisième du Kazakhstan⁵⁴. Et le projet de « Nouvelles routes de la soie » (NRS, en anglais *Obor*⁵⁵) est venu confirmer sa volonté de conforter sa place par des investissements de long terme.

La Chine est aujourd'hui massivement présente dans les « Stans » d'Asie centrale. Les ressources naturelles (gaz, uranium, pétrole, etc.) dont ceux-ci sont dotés l'ont attirée dans cette région bien avant le lancement de la NRS. Elle a sécurisé ses approvisionnements pour alimenter la forte croissance de son économie, et sa participation au développement des secteurs énergétiques a contribué à la forte progression des échanges. Au cours des dix dernières années, ceux qu'elle entretient avec le Kazakhstan sont passés de 5 à 20 milliards de dollars, avec le Turkménistan de 0 à 10 milliards, avec le Kirghizstan et l'Ouzbékistan de quelques centaines de millions à près de 5 milliards, avec le Tadjikistan à 2 milliards. Sur la même période, les échanges de la Russie avec le Kazakhstan ont

⁵² Texte russe [Стратегия национальной безопасности Российской Федерации до 2020 года], adopté par un oukase (N°537) du 12 mai 2009, en ligne sur le site web du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie : <http://www.scrf.gov.ru/documents/99.htm>

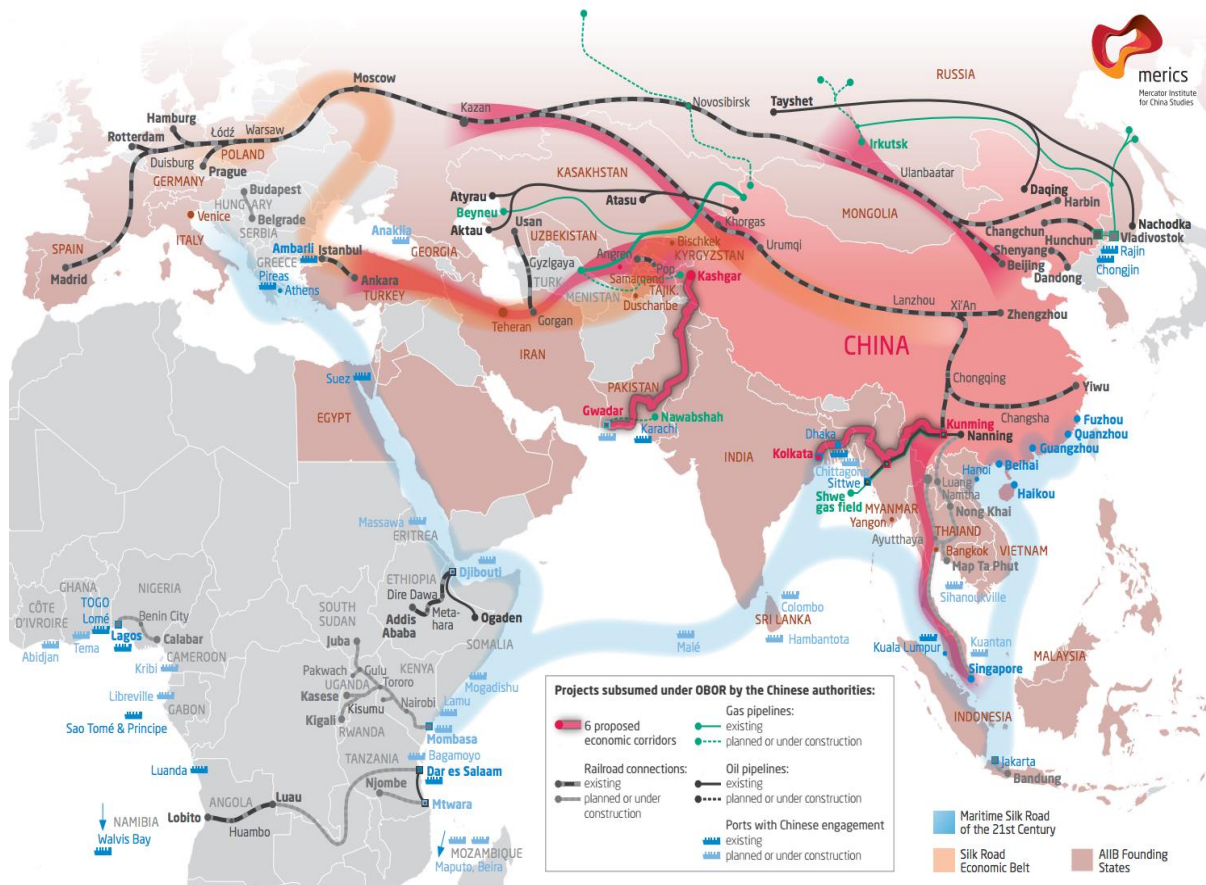
⁵³ Citation et traduction par Jean-Robert JOUANNY, *Que veut Poutine ?*, op. cit., p. 91.

⁵⁴ Les Etudes du CERI - n° 228-229 - Regards sur l'Eurasie - février 2017

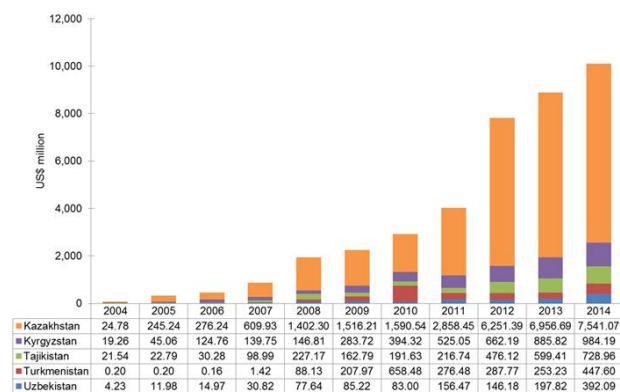
⁵⁵ NRS : Nouvelle route de la soie (en anglais, *Obor* : *One belt, one road*)

crû de 8 à 20 milliards de dollars ; en revanche, ils n'ont que très peu progressé, voire stagné, avec les autres « Stans »⁵⁶.

Pour ces pays, la coopération avec Pékin est un moyen de diminuer la dépendance vis-à-vis de la Russie. Mais ils supportent difficilement les contraintes de ce qui est devenu une double dépendance. Le Kazakhstan, en particulier, souffre de la dévaluation de sa monnaie, de l'impact de la crise économique russe et de la pression exercée par la Chine pour obtenir des avantages (location de terres) : aujourd'hui, cette dernière représente plus de 30% des investissements faits dans les hydrocarbures kazakhs⁵⁷. Pour d'autres pays, la coopération avec la Chine permet le développement d'infrastructures et réduit la dépendance vis-à-vis de la Russie.



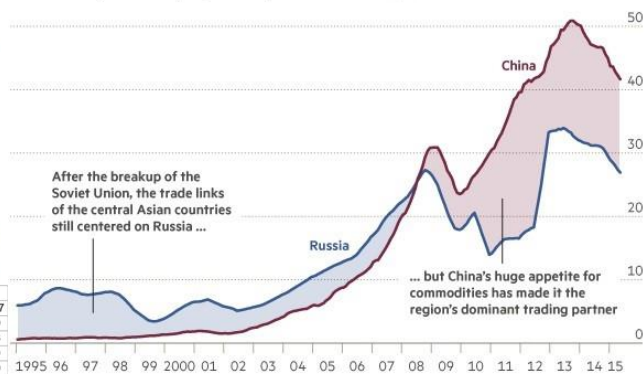
China's Stock of Outward Direct Investment to Central Asia



Source: Statistical Bulletin of China's Outward Foreign Direct Investment

Trade with central Asian countries

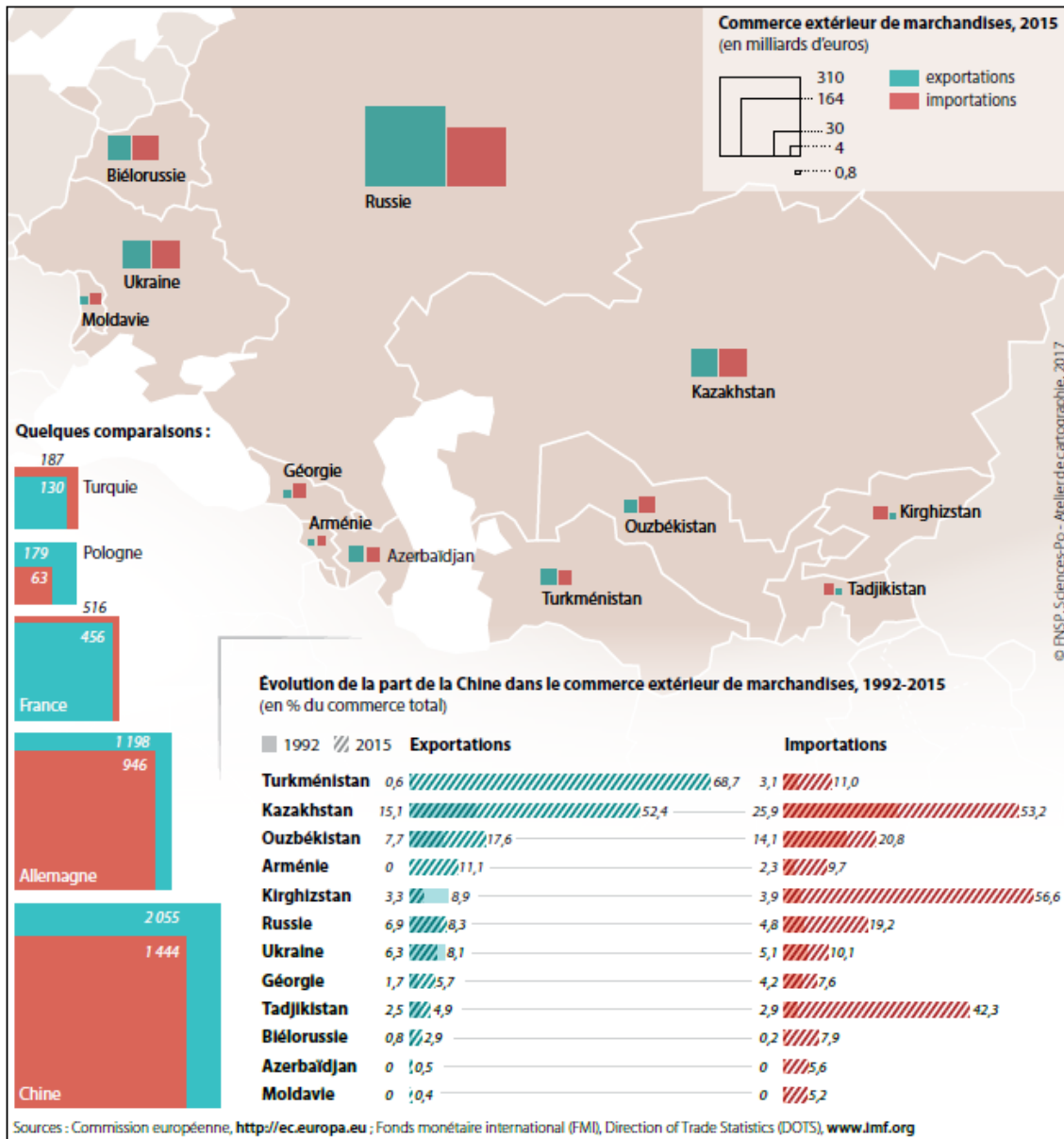
Merchandise exports and imports, sum over previous 12 months (\$bn)



⁵⁶ Les Etudes du CERI - n° 228-229 - Regards sur l'Eurasie - février 2017, p. 56.

⁵⁷ *Ibid.*, p. 58.

Le commerce extérieur des Etats de l'Eurasie



... mais toujours éloignés

Ainsi, malgré une évidente convergence de vues sur la politique internationale et un certain nombre d'intérêts politiques, sécuritaires et économiques partagés, les ambivalences et divergences d'approches entre Pékin et Moscou n'en sont pas moins bien réelles et font que la conclusion d'une véritable alliance stratégique demeure, à cette heure, largement improbable, tant les facteurs limitatifs d'une telle évolution restent prégnants. Mis à part dans certains discours, un axe autoritaire anti-occidental Moscou-Pékin n'a d'homogène que le nom, eu égard au fait que les objectifs des deux pays varient fortement. Il convient toutefois de noter que les facteurs limitatifs d'une plus grande convergence sont aussi contingents et dépendent de facteurs tierces, dont l'évolution de la politique américaine à l'égard des deux acteurs.

On peut avancer qu'une barrière essentielle à l'évolution actuelle des dynamiques de coopération sino-russe vers une véritable alliance réside dans les différences de philosophies politiques entre les deux pays. Il ressort de ces visions du monde différentes, historiquement, philosophiquement et culturellement ancrées des évaluations distinctes de l'environnement international, des différences dans la définition des priorités de sécurité nationale et dans certains positionnements clés en politique étrangère. De manière essentielle, nous allons voir que la Russie et la Chine s'intègrent dans la communauté internationale de manières distinctes. Et bien qu'il existe une volonté commune aux deux capitales d'établir un monde plus multipolaire et moins centré sur l'Occident, Moscou et Pékin ne s'accordent dans les faits que de manière superficielle pour parvenir à cet objectif. Outre l'histoire et les survivances du passé, les intérêts ainsi que les objectifs nationaux de ces deux États divergent la plupart du temps.

Alors que la Russie n'hésite pas à s'opposer aux États-Unis et aux alliés européens dans une posture parfois ouvertement confrontationnelle, tablant sur la revalorisation considérable des outils militaires dans la conduite de sa politique extérieure (discours et actions) au cours de la décennie écoulée⁵⁸, la Chine apparaît, pour sa part, adopter une attitude nettement plus conciliante. Le fait est que la situation interne des deux pays est fort différente. Considérée comme la deuxième puissance mondiale dans la majeure partie du XXe siècle, la Russie a connu une décennie perdue dans les années 90. Ce n'est qu'à partir du passage à l'an 2000 et de l'augmentation du prix des hydrocarbures que Moscou a retrouvé une place de choix sur l'échiquier international. Accablées par la perte de prestige causée par la disparition de l'URSS, les autorités russes n'ont jamais accepté l'idée de se voir reléguées à une place de second rang sur la scène internationale. À partir du milieu des années 2000, à la faveur de la consolidation des structures internes de l'État sous la conduite du président Poutine, cette amertume s'est cristallisée dans une intensification des épisodes de crises et de blocages lorsque Moscou estime que son point de vue et ses intérêts sont dévalorisés par les Occidentaux. La situation chinoise est différente. La place centrale qu'occupe la Chine dans les esprits occidentaux est le fruit d'un processus lent et réfléchi. Le Parti communiste chinois s'est progressivement dégagé du dogmatisme marxiste pour intégrer la structure économique mondiale dominée par les acteurs occidentaux. On date généralement ce basculement à la période Deng Xiaoping. Le succès économique actuel de la Chine réside dans sa capacité à s'intégrer à la structure économique mondiale.

Utilitaire et conservatrice, la politique étrangère de Pékin repose sur une stratégie visant à créer les conditions d'un environnement extérieur pacifique et favorable afin de faire face aux défis intérieurs du pays et aux besoins grandissants de son économie. Malgré les discours axés sur l'interdépendance au niveau global, l'élite politique chinoise continue de voir le monde à travers une grille de lecture associant la compétition géopolitique à un système équilibré des grandes puissances. La Chine n'a jamais été aussi ouverte au monde, mais sa politique extérieure reste tout d'abord une extension de ses priorités domestiques. Et même si la formule de Deng Xiaoping "*taoguang yanghui*" (« cacher nos capacités et attendre notre temps ») s'est trouvée de plus en plus souvent remise en question à mesure qu'il devenait impossible pour la Chine, désormais consolidée comme deuxième économie mondiale et superpuissance militaire émergente, de cacher la rapide maturation de ses capacités, les autorités chinoises se montrent toujours très soucieuses d'éviter de formuler des velléités directes de leadership global ou d'alimenter par la surenchère des dynamiques confrontationnelles avec l'incontournable partenaire-rival américain. Les postures désescalatoires adoptées récemment, tant à l'occasion de la crise des missiles nord-coréens que de la « guerre commerciale » lancée par Donald Trump en 2018, montrent que le niveau de provocation admissible est précautionneusement géré par les dirigeants chinois afin d'éviter de franchir le seuil qui activerait le système d'alliance étasunien en Extrême-Orient. Ainsi, la stratégie de mise sous tension du contentieux de souveraineté en mer de Chine méridionale peut être vue davantage comme une manière de canaliser le sentiment nationaliste grandissant et d'ouvrir le champ d'options disponibles pour réduire la dépendance stratégique du pays vis-à-vis du détroit de Malacca – ce fameux

⁵⁸ Isabelle FACON, « Le tandem sino-russe, un défi pour l'Occident ? », *op. cit.*, p. 37.

« dilemme de Malacca⁵⁹ », source de vulnérabilité et d'insécurité stratégique majeure – que comme une volonté assumée de challenger le leadership naval des États-Unis en Asie-Pacifique dans une logique directement confrontationnelle.

La Chine s'est, certes, imposée dans la mondialisation, mais a-t-elle pour autant adopté une vision de l'économie et du politique antagonistes à celle des Occidentaux ? Rien n'est moins sûr. Davantage, elle apparaît les avoir réinvestis dans une logique d'interdépendance devant servir ses objectifs de développement. De même, si la multipolarité serait, vu des Russes, le mode d'équilibre le plus à même de garantir la stabilité et la sécurité internationales, elle permettrait surtout à la Russie d'avoir un rôle important dans le jeu mondial. La politique étrangère russe est guidée par une quête de sécurité géopolitique et de respect international en tant que puissance mondiale. La création de « sphères d'influence » dans le voisinage de la Russie sert ces deux objectifs. La stratégie aujourd'hui poursuivie à toute fin utile par Moscou apparaît en ce sens fort différente de Pékin, tranchant singulièrement par son activisme et l'accent mis par les autorités russes sur l'outil militaire tant dans le discours diplomatique que dans leurs actions. Contrairement à la Russie, la Chine est consciente que son avantage comparatif réside de manière essentielle dans des formes indirectes de puissance comme le commerce, l'investissement ou encore les aides. Malgré un processus de modernisation important de l'Armée de libération populaire (ALP), la capacité chinoise de projeter sa puissance militaire en dehors des frontières nationales, quoiqu'en constant développement, reste encore (très) limitée. La puissance économique étant à la fois plus efficace et moins risquée, elle est donc devenue le fer de lance de la présence chinoise dans le monde⁶⁰. Et l'espace postsoviétique n'y fait pas exception.

Deuxièmement et parallèlement au point développé ci-dessus, alors que la Chine entend s'imposer dans la globalisation par ses avantages comparatifs multidisciplinaires, la Russie, quant à elle, à l'inverse d'une Chine en quête de stabilité, apparaît engagée de manière holistique au service de son objectif d'affirmation internationale dans une entreprise de « perturbation » des équilibres d'un monde perçu quasi-obsessionnellement comme caractérisé par l'hégémonisme américain. Aussi, comme le souligne Isabelle Facon, cette quête russe de la multipolarité repose-t-elle « *sur une logique négative, dans la mesure où elle a pour motivation fondamentale de chercher à saper l'influence internationale et régionale des États-Unis, en Asie comme en Europe* »⁶¹. Ceci explique les choix des autorités russes de développer notamment des liens avec des organisations et des États ayant une capacité potentielle à faire contrepoids au bloc occidental, les États-Unis, l'OTAN et l'UE, et ainsi de renforcer son partenariat avec la puissance montante chinoise dont elle aspire à obtenir un soutien en ce sens. Pour le Kremlin, son statut de relations « d'égal à égal » avec l'Occident est en objectif en soi. Et comme l'a montré son raidissement face aux sanctions, il est prêt à y sacrifier les bénéfices économiques du commerce et des investissements si tel est le prix à payer pour le regain de prestige national.

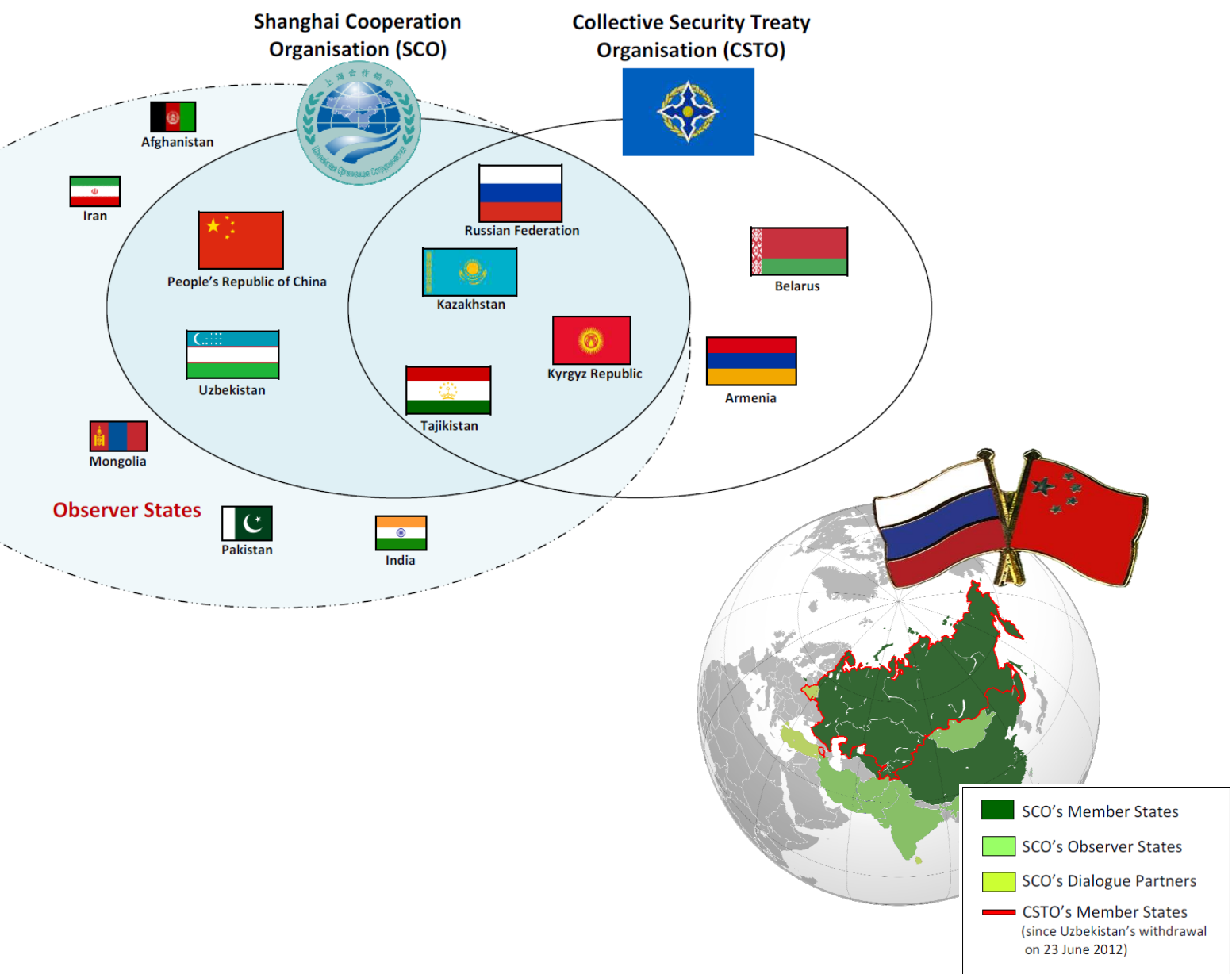
Face à cet activisme idéologique anti-occidental de la Russie de Vladimir Poutine, l'approche de la Chine de Xi Jinping apparaît nettement plus pragmatique et opportuniste. Ainsi, si les effets de

⁵⁹ Au début des années 2000, le Président Hu Jintao fut le premier dirigeant chinois à exprimer officiellement les inquiétudes de l'État quant à la dépendance pétrolière du pays dont la majorité des importations provenaient (et proviennent toujours) du golfe Arabo-Persique et d'Afrique puis transitent par le détroit de Malacca avant d'atteindre la Chine continentale. Cette route commerciale est particulièrement vulnérable dans la mesure où une prise de contrôle hostile de ce détroit par des puissances étrangères rivales de et hostiles à la RPC serait de nature à perturber son approvisionnement énergétique et le fonctionnement global de son économie, donc de sa société. En conséquence les autorités chinoises ont depuis lors soutenu la nécessité d'adopter des stratégies alternatives pour réduire cette vulnérabilité à ce qu'en janvier 2004 le journal hongkongais *Wen Wei Po*, rapportant les propos de Hu Jintao, les résuma sous l'expression « dilemme de Malacca ». Par la suite, différents médias chinois reprendront cette expression en l'amplifiant, au point de donner l'impression d'en faire un enjeu de sécurité nationale. Sur les origines et les contours de l'expression « dilemme de Malacca », cf. notamment Ian STOREY, « China's 'Malacca Dilemma' », *China Brief*, Vol 6, No 8, 11 avril 2009

⁶⁰ Bobo LO, « China's Permanent Reset » (2010) *Op. Cit.*, p. 121

⁶¹ Isabelle FACON, « La politique extérieure de la Russie de Poutine. Acquis, difficultés et contraintes », *AFRI*, 2003, p. 555, en ligne sur le site web : http://www.afri-ct.org/wpcontent/uploads/2007/12/FACON_2003.pdf

champs asiatiques de l'intention disruptive de l'ordre international occidental-centré par la Russie rejoignent dans le cadre de la mise en œuvre de sa volonté d'être l'un des centres d'influence d'un monde multipolaire l'objectif chinois de tancer le leadership économique global et la puissance militaire des États-Unis en Asie-Pacifique, la conduite russe s'en distingue toutefois nettement par le degré d'imprégnation de son positionnement de confrontation croissante à l'égard de l'Occident de façon générale, des États-Unis en particulier, mais aussi à présent à l'égard de l'Union européenne – ce en quoi elle diffère nettement des positionnements de Pékin en politique européenne⁶². Aussi, quand la Russie prétend à se positionner à nouveau à égalité avec les États-Unis tout en se sachant pertinemment incapable d'y parvenir, la Chine, pour sa part, s'efforce de maintenir sa détermination à développer avec les États-Unis un dialogue stratégique à visée égalitaire sur base de la force de leurs interdépendances réciproques, à défaut de la coïncidence de leurs intérêts, et en tenant compte de l'influence déterminante de la qualité des relations sino-américaines sur l'état de la situation intérieure du pays (économie) et de la situation internationale générale. Tous deux, en revanche, se rejoignent dans leur détermination respective à obtenir l'égalité d'interaction multilatérale sur la scène internationale.



⁶² Voir à ce propos l'excellente réflexion de Philippe LE CORRE, « Montée en puissance de la Chine : l'Europe et les États-Unis peuvent-ils coopérer ? », in *Revue internationale et stratégique*, 2017/3 (No 107), pp. 42-51

Si la quête de sécurité géopolitique et de respect international est un objectif central guidant la politique étrangère des deux pays, affaiblir la « domination occidentale » par le biais d'organisations et de forums multilatéraux tels que les BRICS, le RIC (Russie/Inde/Chine) ou le G20, ayant une capacité potentielle à faire contrepoids au « bloc occidental », apparaît de fait comme une tâche beaucoup plus importante pour la politique étrangère russe que pour celle de Pékin, bien davantage axée sur le bilatéral. Et si la Russie cherche à renforcer, depuis sa création en 2001, l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), qui lui permet d'étendre directement ses politiques de coopération avec la Chine et les républiques d'Asie centrale, l'essentiel de l'effort d'inter-gouvernementalisme russe passe par la poursuite coûte que coûte des processus d'intégration initiés dans le cadre de la CEI. La Russie, on l'a vu, a lancé de nombreux projets en vue d'une intégration politico-militaire (Traité de sécurité collective signé le 15 mai 1992 au sommet de Tachkent entre plusieurs républiques ex-soviétiques, transformé en OTSC en septembre 2003) et surtout économique (accords d'union économique, de libre-échange, création d'une union douanière en 1995 devenue en 2000 la Communauté économique euro-asiatique (EvrAzeC) puis remplacée par l'Union économique eurasiatique en 2015) qui, toutefois, n'ont pas jusqu'à présent connu le succès attendu. Les divergences et les conflits entre les États issus de l'ex-URSS sont au premier rang des facteurs qui expliquent ces difficultés. En effet, les velléités des autorités russes de garder une emprise sur cet espace se sont heurtées à de fortes résistances de la part de certaines anciennes républiques soviétiques et à l'influence de nouveaux acteurs, dont notamment celle grandissante de la Chine.

C'est pourquoi, ainsi que le souligne Jean-Robert Jouanny, si les paramètres et les fondements de la politique russe à l'égard de « l'étranger proche » ont connu peu de changements, « les évolutions géopolitiques de l'environnement post-soviétique ont amené Moscou à les appliquer avec d'autant plus de force que son influence s'y érodait »⁶³. À présent, dans sa logique de raidissement militarisé face aux Occidentaux, la Russie ambitionne à transformer son véhicule de sécurité collective dans l'espace ex-soviétique – l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC) – « *en une organisation internationale universelle capable de résister aux défis régionaux et aux menaces de caractère politico-militaire et militaro-stratégique* »⁶⁴; un rôle longtemps prétendument assujéti à l'OCS⁶⁵, mais que la Chine s'est toujours montrée opposée à conférer une dimension de défense collective à l'organisation. Pékin, en effet, ne veut pas être contraint par une défense collective allant dans le sens des principes de l'article 5 de l'OTAN, surtout si cela implique la possibilité d'un conflit avec les États-Unis à propos d'un sujet aussi peu pertinent pour la Chine que la Crimée. La tendance naturelle de Pékin à privilégier une relation « politico- et économique-compatible » avec l'Occident en s'abstenant de prendre parti avec des « partenaires stratégiques » dans des conflits où les intérêts nationaux fondamentaux de la nation ne sont pas affectés a déjà été éprouvée (notamment avec la non-reconnaissance par Pékin de « l'indépendance » de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud géorgiennes et celle de l'annexion de la Crimée ukrainienne) et ne changera probablement pas au cours de la prochaine décennie⁶⁶. Dans le même temps, la Russie, tout accaparée

⁶³ Citation et traduction par Jean-Robert JOUANNY, *Que veut Poutine ?* Paris, éditions du Seuil, 2016, p. 91.

⁶⁴ S.2015, §90

⁶⁵ S'agissant de l'OCS, S. 2015 souligne désormais que « *la Russie accorde une grande importance au développement du potentiel politique et économique [de l'OCS], à la stimulation dans le cadre de celle-ci de mesures pratiques favorisant le renforcement de la confiance mutuelle et du partenariat en Asie centrale, ainsi qu'au développement de la coopération avec les États-membres, les États observateurs et les États partenaires de l'Organisation, notamment sous la forme d'un dialogue et d'une coopération sur une base bilatérale* » (§92) ; consacrant ainsi dans le dernier texte en date devant servir de base pour la planification stratégique de la politique étatique concernant la sécurité nationale de la Fédération de Russie le triomphe de la vision chinoise des tenants et aboutissants de la Coopération de Shanghai.

⁶⁶ Fidèle au principe d'intégrité territoriale, Pékin ne peut en effet se résoudre à accepter la partition d'un pays craignant un précédent qui pourrait se retourner contre lui (cf. Tibet, Xinjiang, Hong Kong, Taiwan). Remarquons néanmoins que Moscou n'a pas fait grand cas de la non-reconnaissance chinoise des deux républiques sécessionnistes géorgiennes. Premièrement, la Russie ne s'est elle-même décidée à reconnaître ces deux entités (depuis longtemps *de facto* indépendantes du centre géorgien) qu'à la suite d'une guerre de Cinq jours avec la Géorgie début août 2008. Depuis 1991, Moscou s'était toujours interdit de reconnaître ces deux entités séparatistes, car, tout comme la Chine, les autorités russes craignaient que cette reconnaissance soit utilisée comme une

qu'elle est par sa priorité stratégique qui est d'être en capacité de sanctuariser le « glaciaire » et de répondre à des scénarios de crises ou de conflits dans le voisinage⁶⁷, elle ne semble aucunement prête à être entraînée dans des conflits potentiels sur des questions jugées non pertinentes pour ses intérêts stratégiques tels que la souveraineté sur les îles Senkaku/Diaoyu ou la mer de Chine méridionale. Cet écart entre les deux stratégies de politique étrangère et le refus de mutualisation des enjeux d'hyper-souveraineté respectifs rend impossible la création d'une véritable alliance intégrale entre la Russie et la Chine. Quand bien même les deux pays continuent à se rapprocher sur la scène internationale et sont engagés à établir une coopération toujours plus étroite, quoique porteuse de nombreuses ambivalences et rivalités, en Asie centrale, Moscou et Pékin vont continuer à suivre leurs trajectoires respectives d'options propres pour développer leurs partenariats en Asie et en Eurasie. Ainsi, tout en développant son partenariat avec la Russie, la Chine s'efforce simultanément de forger des relations mutuellement profitables avec d'autres États même s'ils sont, comme l'Ukraine ou la Géorgie, hostiles à l'étroite collaboration russo-chinoise. Il en va de même pour la Russie qui, tout en accordant une attention prépondérante au développement de son partenariat stratégique avec le voisin chinois, a rendu manifeste dans l'ensemble des textes produits depuis 2013 pour servir de base à la planification stratégique de sa politique étrangère et de sécurité nationale sa volonté de se tourner vers l'Asie au sens large, en ce compris avec des pays avec lesquels Pékin entretient des rapports compliqués (Inde, Japon, Viêt Nam, Indonésie, etc.)

Ceci étant, si les élites décisionnaires russes apparaissent être bien conscientes, au-delà des discours diplomatiques de circonstance, des risques inhérents à mettre trop d'œufs dans le panier chinois, et cherchent par conséquent à diversifier l'éventail de leurs options diplomatiques en Asie (et ailleurs), nécessité ne se traduit pas automatiquement d'effets. Et la réalité est qu'hormis avec la Chine, la densité des réseaux diplomatiques, politiques et commerciaux de la Russie en Asie orientale et du Sud-Est ne permet pas au pays de s'appuyer sur une logique de partenariats diversifiés et effectifs (encore moins un système d'alliance) lui permettant de véritablement contrebalancer l'importance des effets de champs résultant de l'approfondissement « volontairement contraint » de ses liens avec le voisin chinois. La réalité est qu'aujourd'hui encore la place de la Russie en Asie pose question. Comme le souligne Fedor Loukianov « [...] *la Russie est loin d'être un maillon fort en ce qui concerne la politique asiatique. Sur l'espace euro-atlantique, malgré tous les bouleversements des vingt-cinq dernières années, Moscou demeure un acteur influent qu'il était impossible d'ignorer* [et le Kremlin a su rappeler avec sa politique ukrainienne le caractère « inéchappable » de cette incontournableité, NDLR]. *En Asie, sa position est bien plus faible, particulièrement compte tenu du géant en développement qu'est la Chine, de l'Inde qui fait preuve d'une croissance rapide, voire des ambitions dynamiques du Japon et de la Corée du Sud. Sur le plan économique, l'Extrême-Orient russe s'avère être un territoire problématique, dont le développement nécessite des efforts considérables. Et sur le plan politique, la Russie n'a jamais été considérée comme appartenant à l'Asie. La participation aux nombreux forums régionaux lui assure une influence plus formelle que réelle* »⁶⁸. Davantage, il ressort tant des documents de planification stratégique susmentionnés que du discours diplomatique et des actions des autorités russes que si la Russie revendique depuis longtemps sa spécificité de se situer à la jonction de l'Europe et de l'Asie et qu'elle considère

sorte de jurisprudence par les mouvements centrifuges présents sur le territoire national. Deuxièmement, ce sont les événements de la guerre d'août 2008 qui ont définitivement poussé les autorités russes à reconnaître les entités abkhaze et ossète comme indépendantes. Engagé de manière trop visible dans ces conflits, le Kremlin ne disposait plus en août 2008 d'arguments crédibles niant l'existence étatique des deux républiques. La reconnaissance de l'« indépendance » (en fait une non-souveraineté fantôme, car *de facto* placée sous contrôle tutélaire de la Fédération de Russie) ayant été présentée (« légitimée ») par la diplomatie russe comme étant davantage l'aboutissement inéchappable de l'état d'une « obligation politique » liée aux événements sécuritaires régionaux qu'un choix consenti, les autorités russes ne se sont pas publiquement offusquées de l'absence de réaction chinoise par rapport à ce sujet, qu'elles n'ont jamais officiellement commentée. Voir notamment : « South Ossetia: The burden of recognition », *International Crisis Group*, Program Report n° 205, 7 juin 2010.

⁶⁷ Le scénario des grands exercices Centre-2015 était celui d'un conflit en Asie centrale (A.M. Dyner, « Russian Military Exercises: Preparation for Expeditionary Operations », *PISM Bulletin*, n° 86 (818), 25 September 2015)

⁶⁸ Fedor LOUKIANOV, « L'Asie et le nouveau prisme de la Russie », *RIA Novosti*, 28 octobre 2015.

le renforcement de ses positions dans la région Asie-Pacifique et l'intensification de ses relations avec les États qui y sont situés comme une orientation stratégiquement importante de sa politique étrangère, sa vision du monde et son approche des relations internationales restent focalisées sur l'Occident, accordant en outre une attention prépondérante aux États-Unis. Celle-ci, cependant, est de plus en plus anti-occidentale.

Or, en dépit de toute la rhétorique d'hostilité et la notion largement répandue parmi les décideurs russes de « l'Occident en déclin », la Russie demeure toujours profondément enracinée dans la civilisation et la culture européenne. De manière essentielle, les habitudes de vie et les aspirations, les imaginaires de l'élite et de la classe moyenne russes les connectent aujourd'hui toujours bien davantage à l'Europe et à « l'Ouest » qu'à la Chine et à l'Asie. Le poids de l'Histoire et la proximité physique et culturelle de l'Europe rendent ainsi peu probable que ce lien cultivé pendant plusieurs siècles disparaisse à une échelle de temps court, même si le régime s'active à la création d'un environnement d'antagonisme primordial. Si la Russie est une puissance eurasiatique (cf. euro-asiatique), occupant une position géographique unique entre Europe et Asie, qui lui donne la possibilité théorique de jouer un rôle stabilisateur essentiel dans l'équilibre global des forces, la société russe, elle, demeure, du point de vue de ses habitus et de sa conception du monde, même dans les régions sibériennes et extrême-orientales, une société de fabrique, et dirait-on, de regard, bien plus européenne qu'asiatique. Cette barrière culturelle, profondément ancrée, a jusqu'ici limité la mise en œuvre pratique d'une coopération holistique et sociétale entre la Russie et la Chine. Peu de décideurs, d'experts et d'analystes russes, sans parler ici des citoyens ordinaires, s'intéressent réellement à l'Asie, et cette relative indifférence porte un héritage durable⁶⁹. L'inverse, vu de Pékin, n'est pas moins vrai. Aujourd'hui, les aspirations de l'élite chinoise sont soit nationalistes soit orientées vers des liens plus étroits avec l'Occident (ou les deux en même temps). Dans le même temps, du point de vue de la politique étrangère chinoise, utilitaires et conservatrice, la Russie est une puissance en déclin eu égard à son échec dans sa politique de modernisation interne depuis maintenant deux décennies, et non plus le modèle de rôle inspirant ou l'âme sœur potentielle qu'elle avait pu être dans les années de fondation de la République populaire. Les Chinois, par ailleurs, n'ont pas oublié que la Russie, hier soviétique, a été l'ennemi primordial durant la période de fortes tensions entre l'URSS et la RPC de la fin des années 50 aux années 80. Et que la Russie, alors impériale, avait fait partie des colonisateurs européens qui avait dépecé le pays lors de l'épisode traumatique des Traités inégaux, la mise à sac du Palais d'Été et l'effondrement de la dynastie Qing⁷⁰.

Il n'en reste pas moins que pour les autorités de Pékin, une Russie stable (surtout) et forte (mais pas trop), capable de s'affirmer comme un centre de pouvoir « indépendant » embrassant une vision congruente de la transformation dynamique des relations internationales, représente un contrepoids utile face à la délicate relation de partenariat concurrentiel nouée avec les États-Unis et l'Union européenne (et certainement davantage s'agissant des premiers que de la seconde). Malgré ces faiblesses économiques et structurelles, la Russie dispose encore de nombreux atouts pour les observateurs chinois : un arsenal nucléaire, des ressources naturelles abondantes ainsi que sa qualité de membre permanent du Conseil de sécurité des Nations-Unies. Vu de Pékin, Moscou est en outre susceptible de composer un soutien utile à la poursuite des priorités stratégiques de l'État-Parti et la défense de ses intérêts à long terme, notamment dans la perspective d'une conflictualisation croissante des relations avec Washington dans le système économique mondial et l'espace géopolitique Asie-Pacifique. Mais si Pékin considère la Russie comme un partenaire utile et même nécessaire, plus amical aussi en comparaison des pays occidentaux, le voisin russe n'en reste pas moins un partenaire de bien moindre envergure sur le plan économique. Il ne saurait dès lors être question

⁶⁹ Fedor LOUKIANOV, « L'Asie et le nouveau prisme de la Russie », *RIA Novosti*, 28 octobre 2010.

⁷⁰ Notamment l'ouvrage fondateur de John KING FAIRBANK, *The Cambridge History of China: Late Ch'ing, 1800-1911, pt. 2*, Cambridge University Press, 1978. David SCOTT, *China and the International System, 1840-1949: Power, Presence, and Perceptions in a Century of Humiliation*, SUNY Press, London, 2008, pp. 104-105.

pour Pékin d'adopter un tropisme russe et eurasianiste forcené préjudiciable aux intérêts fondamentaux à long terme de la nation⁷¹.

Pour la Chine capitaliste de ce début de 21^e siècle, *business comes first*. Et le régime chinois, pour pleinement investi qu'il soit dans le développement de ses coopérations avec Moscou, ne saurait pour autant être tenu prêt à y sacrifier sa relation avec les pays occidentaux avec lesquels il a tissé des liens économiques étroits, et profitables, dont la préservation et le développement sont indispensables à la stabilité économique (et donc sociale et politique) du pays. De ce point de vue, on peut émettre l'hypothèse que l'attitude de la Chine par rapport à la Russie répond plus à des préceptes internes qu'à une volonté primaire assumée d'antagoniser l'Occident. Au plus fort de la crise ukrainienne, les autorités chinoises, en s'abstenant de reconnaître expressément le fait accompli de l'annexion de la Crimée, qui heurtait *de facto* plusieurs principes clés de leur politique étrangère et domestique, sont ainsi apparues particulièrement soucieuses du prix à payer d'un rapprochement par trop indiscerné avec une Russie dont la conduite rétive et confrontationnelle vis-à-vis de l'Occident la mettrait, par excès de suivisme et d'endossement légitimatif, en porte-à-faux excessif vis-à-vis des Occidentaux. Si l'appréciation n'en est pas moins contingente et fonction directe de calculs stratégiques de court, moyen et plus long termes, Pékin apporte la plus grande importance à ses relations avec les États-Unis et les Européens, qu'elle apprécie distinctement à une hauteur commensurable aux exigences de ses intérêts économiques et en tenant compte de l'influence bien plus déterminante à cet égard de la gouvernance de la balance bénéfice/risque de ces relations sur l'état de la situation générale du pays que les bénéfices qui peuvent être tirés de sa coopération, même approfondie, avec la Russie, sur l'autel de quoi, globalité faite, l'État chinois ne semble pas prêt à sacrifier sa relation avec les États-Unis et l'Union européenne⁷². Au niveau stratégique, et en dépit des tensions entre les deux pays, les États-Unis, en particulier, revêtent pour la Chine une importance bien plus grande : tant de choses dépendent de Washington, ne serait-ce que pour la stabilité économique et financière du pays... L'approche somme toute conciliatrice adoptée par Pékin face aux saillies antichinoises de la nouvelle politique commerciale américaine sous la présidence Trump et l'intensité des efforts déployés pour parvenir rapidement à un accord commercial avec Washington témoignent bien de cette conscience qu'ont les autorités chinoises des nécessaires accommodements raisonnables qu'implique leur interdépendance concurrentielle avec les États-Unis. Pour le pouvoir chinois, la compartimentalisation des relations et le refus d'exclusives apparaissent être des principes essentiels, suivis tant par pragmatisme que par intérêt.

Vu de Moscou, si la Russie accorde aujourd'hui une importance primordiale au développement de son « partenariat stratégique de coordination » avec la Chine, elle redoute aussi de se retrouver isolée et contrainte par les effets de champ de certains de ses positionnements en politique étrangère d'assujettir ses canaux de coopération à un seul partenaire. C'est pourquoi ces dernières années, parallèlement au renforcement même de ses politiques de coopération avec Pékin, Moscou a activement cherché à multiplier, par un activisme diplomatique renouvelé, les vecteurs de coopération bilatérale et multilatérale avec le plus grands nombres d'acteurs possibles, en Afrique⁷³, au Moyen-Orient, mais aussi et surtout en Asie, afin de maintenir sa capacité à renforcer son influence sur la scène internationale et s'extraire tant de la logique de confrontation de blocs avec l'Occident induite par la conduite de plus en plus offensive de sa politique extérieure que d'une mise en dépendance unilatérale vis-à-vis de la Chine découlant du choix contraint posé au regard de l'impasse de son vecteur occidental suite à l'affaire de Crimée. Ainsi, alors même que le partenariat désormais proclamé « stratégique » avec la Chine se trouvait singularisé par sa nécessité et son importance, c'est précisément grâce à la multiplicité de ces liens, au premier rang desquels ceux visant à rappro-

⁷¹ Bobo LO, « La Russie, la Chine et les États-Unis : Quel avenir pour ce triangle stratégique ? », *Centre Russie/NEI*, IFRI, n°47, février 2016, p.16.

⁷² *Ibid.*, p. 18.

⁷³ Voir à ce sujet le *Focus Paper* rédigé au Centre d'études de sécurité et de défense de l'Institut Royal Supérieur de Défense par Eleftheris VIGNE, « Présences chinoise et russe en Afrique : différences, convergences, conséquences », *Focus Paper*, No 37, juillet 2018 ; URL : http://www.irsd.be/website/images/images/Publications/Focus_Papers/FP37---VIGNE---Prsences-Chine-Russie-en-Afrique_DocFin.pdf

cher Moscou des pays d'Asie du Sud et d'Extrême-Orient dans le cadre du nouvel ancrage asiatique de sa diplomatie multi-vectorielle, décrit par excès d'analogie avec la stratégie américaine de « rebalancement vers le Pacifique » comme un « pivot russe vers l'Asie », quand bien même Pékin entretiendrait avec ces pays des rapports compliqués, que la politique russe cherche à se faire moins unilatérale et « sino-dépendante ». Les effets de ce nouvel activisme diplomatique russe en Asie, pour notables qu'ils soient, n'en demeurent pas moins limités dans leurs retombées et leur capacité effective à balancer stratégiquement l'importance politique et économique du partenariat avec la Chine, et donc la part de risques induits par la dépendance de trajectoire qui en découle. Pour cette même raison, il est sans doute probable que Moscou s'efforcera au cours des prochaines années d'aussi travailler dans la mesure du possible à améliorer (ou à tout le moins cesser de faire se dégrader) ses relations avec l'Union européenne⁷⁴.

Une interdépendance asymétrique

Les prémisses en ont déjà été bien établies depuis 2014 et la rupture progressivement consommée entre Russes et Occidentaux sur les dossiers syrien, ukrainien et la nouvelle conflictualité Est-Ouest connexe, le Kremlin, essayant de tirer le maximum d'avantages possibles de sa marge de manœuvre limitée en la matière, a fait le choix d'engager de manière décisive le pays dans des dynamiques d'ouverture et de pénétration croissante de l'économie russe par les intérêts chinois. « *Barre à tribord vers Pékin toute* » est devenu le mantra de la politique étrangère et commerciale russe de l'après-Crimée. L'approfondissement de ces dynamiques est appelé à prendre différentes formes dans les années à venir. Sur le front énergétique – tellement essentiel pour l'économie russe (et les finances de l'État), le fait sans doute le plus fondamental pour le futur est que, s'agissant des riches champs gaziers et pétrolifères du Tioumen, de Sibérie orientale et de Sakhaline, les tubes vont être établis en direction exclusive de la Chine, privant dès lors la Russie d'autres options de diversification possibles en direction du Pacifique vers des marchés pourtant prometteurs tels que le Japon ou la Corée du Sud⁷⁵. À terme, la Russie devrait devenir fournisseur de gaz de la Chine à hauteur de 30% de ses besoins⁷⁶. Une autre inflexion majeure est susceptible de se manifester de manière de plus en plus claire au cours des prochaines années dans l'autorisation du Kremlin donnée à des prises de participations substantielles de compagnies chinoises (en ce compris sous la forme de contrôle conjoint de sociétés avec participation russe minoritaire, chose impensable jusqu'alors) dans les gisements stratégiques du pays. Une autre étape pourrait alors prendre forme dans l'établissement de *joint-ventures* entre des compagnies chinoises et des sociétés russes contrôlées par des proches du Kremlin (comme celles des hommes d'affaires Gennady Timchenko et Arkady Rotenberg)⁷⁷, les Chinois amenant leurs capitaux et leurs savoir-faire technologiques. Il est ainsi tout à fait imaginable qu'à plus long terme, l'essentiel des équipements industriels russes soit de production chinoise, plaçant ainsi d'autant plus sous dépendance chinoise le développement de la base industrielle et technologique russe confrontée à son indispensable mais difficile modernisation.

Puisqu'opérées sous conditions contraintes (cf. relations dégradées avec l'Occident, sanctions, cycle bas de la conjoncture économique internationale...), le développement des politiques de co-

⁷⁴ Lire à ce propos Hiski HAUKKALA, Nicu POPESCU, "The Future of EU-Russia Relations", in HAUKKALA, POPESCU (dir.), *Russian Futures : Horizon 2015*, ISSUE Report No 26, European Union Institute for Security Studies, Paris, March 2016, pp. 69-74

⁷⁵ Voir à ce propos Hiroshi YAMAZOE, Shigeki AKIMOTO, "Chapter 5 – Russia: Tension with the West, and the Diversification of Foreign Relations", *East Asian Strategic Review 2018*, National Institute for Defense Studies, Tokyo, p 146; http://www.nids.mod.go.jp/english/publication/east-asian/pdf/2018/east-asian_e2018_05.pdf

⁷⁶ *Ibid.*, p. 148.

⁷⁷ "China and Russia: Collaborators or Competitors?", *Council on Foreign Relations*, November 1, 2018; URL: <https://www.cfr.org/blog/china-and-russia-collaborators-or-competitors>

opération économique avec la Chine ne saurait dès lors être aussi bénéfique pour la partie russe qu'il ne le serait dans des conditions normales de marché concurrentiel ouvert ; l'un des partenaires (la Russie) étant clairement ici davantage « captif » de la relation que l'autre (la Chine). Il n'en demeure pas moins, en l'état, une solution gagnante pour les deux parties (certes avec une partie chinoise se taillant « la part du lion »). Pour une Russie en besoin impérieux de modernisation mais aujourd'hui confrontée à un assèchement marqué des flux d'investissements en provenance des marchés occidentaux, la Chine est devenue à la faveur du régime de sanctions occidental et du retournement de la conjoncture économique générale une source essentielle de capitaux pour le développement de son économie. Cette tendance est immanquablement amenée non seulement à se maintenir, mais très certainement à s'amplifier. Fin connaisseur de la dimension macro-économique des relations russo-chinoises, l'expert sinologue russe Alexander Gabuev estime toutefois que ce processus sera lent et douloureux pour la Russie, car, observe-t-il, le prix de ce nécessaire financement chinois de l'économie russe sera important, avec de nombreuses conditions assorties (en ce compris la fourniture obligée d'équipements)⁷⁸, mais il n'en sera pas moins indispensable pour permettre la croissance du pays.

Alors que la « sinisation » de l'économie russe, productive comme financière (cf. la dépendance croissante de l'économie russe aux financements, aux inputs industriels et aux technologies chinoises), est un phénomène appelé à s'inscrire dans la durée, l'expertise et la connaissance scientifique russes vont également devenir plus interconnectés à l'économie et à la science chinoises. Les règles implicites qui avaient jusqu'ici limités l'accès des opérateurs chinois aux savoir-faire et aux capacités de recherche russes dans les secteurs non-militaires de la base industrielle et technologique du pays semblent désormais engagées dans un processus d'assouplissement graduel qui semble, par force de nécessité économique, appelé à être approfondi. Et il n'est de ce point de vue pas impossible que ces dynamiques se translatent également, quoique de manière toujours drastiquement plus limitée, au secteur militaire de la base industrielle et technologique russe. Dans le même temps, la Russie ne fait pas exception à l'extension croissante du « *soft power* » chinois, marqué dans l'augmentation constante du nombre de jeunes Russes partis passer tout ou partie de leur scolarité dans les universités chinoises et la promotion de l'enseignement de la langue chinoise à travers l'extension du maillage du territoire de la Fédération par des instituts Confucius et autres agences culturelles chinoises⁷⁹.

En termes politiques, il est fort à parier que la Russie va devenir un supporter toujours plus engagé des initiatives chinoises sur la scène internationale. Les prises de position russes et chinoises à l'ONU, et notamment au sein du Conseil de sécurité, déjà fréquemment alignées, vont vraisemblablement continuer de gagner en coordination, avec une représentation russe ne se cantonnant plus à y défendre contextuellement les alliés non-démocratiques de la Chine (Soudan, Zimbabwe, Corée du Nord, Birmanie...), mais en le faisant désormais potentiellement davantage à la demande expresse de Pékin. Et si, comme nous l'avons déjà souligné, il demeure peu probable que Moscou en vienne à soutenir militairement directement Pékin dans ces conflits de souveraineté ces prochaines années, les Russes se montrent en revanche désormais prêts à vendre à la Chine des systèmes d'armes sophistiqués qui sont effectivement de nature à influencer l'équilibre des forces en présence en plusieurs points chauds de la région (notamment Taiwan et la mer de Chine méridionale). Dans le même temps, il apparaît aussi de plus en plus clair que, compte tenu du renforcement continu des liens avec Pékin, et de l'importance grandissante que ceux-ci revêtent pour la sécurité géopolitique de la Russie, Moscou se trouve progressivement contraint de devoir choisir entre un marché de l'armement chinois dont il se retrouverait de plus en plus captif et d'autres marchés plus petits (mais très profitables) comme le Viet Nam, les autres pays de l'ASEAN (Indonésie, Malaisie, Singapour...) ou encore le vaste marché indien. Le renforcement en cours de liens entre Moscou et le

⁷⁸ Dmitri TRENIN, Alexander GABUEV, *Is the United States Driving China and Russia Together?*, Carnegie-Tsinghua Center for Global Policy, October 25, 2018; URL: <https://carnegietsinghua.org/2018/10/25/is-united-states-driving-china-and-russia-together-pub-77588>

⁷⁹ Voir à ce propos Hiroshi YAMAZOE, Shigeki AKIMOTO, *East Asian Strategic Review* 2018, *op. cit.*

Pakistan⁸⁰, allié stratégique de premier ordre pour Pékin, offre de ce point de vue un éclairage intéressant sur les dynamiques d'alignement-réalignement de la diplomatie russe en Asie sous l'influence du rapprochement sino-russe. Toutefois, c'est bien l'Asie centrale qui demeure le principal (si pas le seul) *locus* où une véritable coopération sino-russe coordonnée est susceptible de prendre place dans le futur, avec toutefois, nous l'avons vu, un rôle de plus en plus dominant de la Chine.

Alors que la présence économique chinoise augmentait de façon exponentielle dans la région ces dernières années, essentiellement alimentée par les importations de matières premières et le boom des investissements dans les infrastructures de transport, la puissance relative de la Russie, économiquement affaiblie, marquait le pas. En matière économique et commerciale, son attraction a beaucoup diminué, mais son poids reste significatif du fait de l'asymétrie et des inégalités de développement qui existent entre elle et ses partenaires, ainsi que des dépendances qui perdurent dans certains secteurs, notamment énergétiques et démographiques. Les migrations de main-d'œuvre notamment, et les transferts financiers qui en résultent – en 2017, ceux-ci représentaient 41,7 % du PIB du Tadjikistan, 30,3 % de celui du Kirghizstan, 18,2 % de l'Ouzbékistan⁸¹ – sont une source de dépendance majeure à l'égard de la Russie. Cette situation fournit à Moscou des moyens de pression dont ses voisins doivent tenir compte. Elle conforte un « syndrome de l'inégalité »⁸² qui fragilise les projets d'intégration russes évoqués ci-dessus. Tout ralentissement de l'activité russe se répercute en outre immédiatement dans l'espace postsoviétique. C'est ce qui se produit actuellement. L'Eurasie prise globalement a connu un taux de croissance négatif en 2016 (-2,8 %) et 2017 (-0,3 %). La croissance n'est pas négative dans tous les pays, mais elle a fléchi dans toute la zone⁸³.

La Russie y reste en revanche une puissance incontournable dans le domaine sécuritaire. Continûment présente militairement depuis 1991 sur le territoire de plusieurs États, elle a joué un rôle très ambigu dans les conflits meurtriers qui ont éclaté au début des années 1990 au Karabakh, Transnistrie, Abkhazie et Ossétie du Sud. Ces conflits non résolus, mais qui ne sont pas pour autant tous « gelés », comme le montre la guerre dite « des quatre jours » au Karabakh en avril 2016, lui donnent les moyens de peser sur les évolutions des pays concernés. L'Arménie est complètement dépendante pour sa sécurité de son grand voisin du Nord. La Géorgie est sous la pression constante de sa forte présence militaire en Abkhazie et en Ossétie du Sud. L'intervention russe dans le Donbass et l'impasse dans laquelle sont aujourd'hui les accords de Minsk sont un obstacle évident à la stabilisation de l'Ukraine et donnent à Moscou la possibilité de peser à tout moment sur la politique de Kiev⁸⁴. En Asie centrale, proche du Moyen-Orient et de l'Afghanistan, l'importance des enjeux sécuritaires jouent encore aujourd'hui en sa faveur⁸⁵.

Moscou se trouve toutefois aujourd'hui confronté à la gestion de l'effet de réalité que la Russie, malgré son poids politique et sécuritaire dans la région, ne dispose désormais plus des ressources suffisantes et nécessaires pour pouvoir véritablement faire concurrence à Pékin sur le front du commerce et des investissements. Aussi, pour éviter par trop de relativisation de sa puissance, le Kremlin semble avoir consenti à l'idée d'une division du travail géopolitique dans laquelle Pékin serait le principal investisseur et moteur de croissance économique en Asie centrale tandis que la Russie demeurerait le principal fournisseur de sécurité. Mais cet accord, conclu a minima, apparaît pour

⁸⁰ Petr TOPYCHKANOV, "Where Does Pakistan Fit into Russia's South Asia Strategy", *Russia India Report*, 16 January 2017; <http://carnegie.ru/2017/01/16/where-does-pakistan-fit-in-russia-s-south-asia-strategy-pub-67696>

⁸¹ Banque mondiale, "Migration and remittances – Factbook 2017 – 3rd Edition". La Russie n'est pas le seul pays d'origine de ces transferts, mais elle compte fortement.

⁸² Au sens où l'entend Jean Coussy dans « L'Inde face à la régionalisation de l'économie mondiale », *Les Études du Ceri*, n° 23, février 1997, p. 6 (<http://www.sciencespo.fr/ceri/fr/content/linde-face-la-regionalisation-deleconomie-mondial>)

⁸³ FMI, "World economic outlook, subdued demand: Symptoms and remedies", October 2017 (<http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2017/02/>)

⁸⁴ S. PUGSLEY, F. WESSLAU (dir.), "Russia in the grey zones", European Council on Foreign Relations, September 2016.

⁸⁵ Sur cette question, voir C. POUJOL « L'islam en Asie centrale », *Questions internationales*, n° 82, *op. cit.*, pp. 63-69 ; et C. MARANGÉ, « Ouzbékistan : une quête d'autonomie contrariée », *Ibid.*, pp. 80-87.

la partie russe davantage contraint que choisi, et à tout le moins difficilement compatible avec les objectifs du grand projet du troisième mandat du président Poutine – l'Union économique eurasiatique (UEE). Cette union, qui regroupe la Russie, le Belarus, le Kazakhstan, l'Arménie et le Kirghizstan, est ambitieuse, mais se révèle d'emblée tronquée puisque l'Ukraine n'en fait pas partie et qu'elle n'a qu'une dimension économique. Deux ans après sa création, l'attraction qu'elle exerce reste limitée et « les échanges intra-zone représentent moins de 10 % du commerce extérieur total de ses membres – et 7 % pour la seule Russie »⁸⁶. Dans le même temps, on l'a vu, les échanges hors-zone, avec la Chine, explosent.

Les relations avec la Russie sont certainement les plus problématiques en raison des rapports de concurrence/coopération qui découlent de la forte présence économique de la Chine dans cet ensemble et des fortes asymétries qui s'ensuivent. La Chine importe des matières premières, elle apporte le capital, les infrastructures et intègre de fait ces économies en réduisant la portée des choix économiques de chacun des pays et en déterminant leurs spécialisations. Aux dynamiques économiques contrastées s'ajoutent le niveau des ressources disponibles, les enjeux géopolitiques, la cohérence souhaitée entre la construction d'un nouvel espace économique (Union économique eurasiatique) et l'arrimage au projet de Nouvelles routes de la soie (NRS/Obor). Les récentes négociations entre Pékin et la Commission économique de l'UEE ont abordé plusieurs questions relatives au commerce et aux investissements en laissant de côté celle d'un accord de libre-échange, un point encore très sensible pour la Russie et les pays d'Asie centrale en raison du haut niveau de protectionnisme⁸⁷. Pour la Russie, les avantages de la coopération de l'UEE avec le projet NRS apparaissent supérieurs aux risques encourus, même s'il est inévitable que la Chine devienne le principal investisseur en Asie centrale et le principal marché pour les vastes ressources naturelles de la région.

Par ailleurs, les objectifs chinois, notamment la construction de lignes de trains rapides pour rejoindre l'Europe, entrent en concurrence avec les voies existantes (Transsibérien). La Russie, on l'a vu, entend intégrer dans ce projet le développement des régions de l'est de la Sibérie, jusqu'à Vladivostok. La construction par la Chine d'un train à grande vitesse Moscou-Kazan (qui devait initialement être financé par la Russie et construit par l'Allemagne) est la première pierre de cette coopération entre l'Union économique eurasiatique et le projet de Nouvelles routes de la soie. Ce train devrait relier, dans le futur, Moscou à Pékin⁸⁸.

Les Nouvelles routes de la soie chinoises traversent un immense espace qui correspond en majeure partie à l'espace postsoviétique, aujourd'hui fragmenté, qui se caractérise par des contours institutionnels variés, de très fortes asymétries et des dynamiques économiques différenciées. La Chine agit dans cet espace de deux manières : elle construit une voie de passage en direction de marchés matures (l'Europe) et elle a accès aux matières premières qui lui sont nécessaires (Asie centrale). Les retombées économiques pour les pays traversés sont encore difficiles à évaluer. Pour le moment, elles ne comblent pas les déséquilibres entre les pays de la région et la Chine. Toutefois, l'effet structurant et de spécialisation qu'elles induisent met à mal les projets d'intégration régionale portés par la Russie.

La structure du commerce bilatéral entre la Chine et la Russie pose problème pour Moscou, d'autant que le pivot asiatique envisagé par la Russie ne se traduit pas encore par un accroissement des flux commerciaux⁸⁹. Malgré leur forte croissance ces toutes dernières années, les échanges restent à un niveau relativement faible, déséquilibrés en faveur de la Chine (voir figure ...). Quant aux investissements directs étrangers, ils témoignent eux aussi d'un fort déséquilibre, la partie chinoise investissant dans des secteurs plus diversifiés, reflétant la pratique suivie dans d'autres régions du

⁸⁶ J. VERCUEIL, « L'Union économique eurasiatique vue d'Asie centrale et de Moscou », *Questions internationales*, n° 82, novembre-décembre 2016, p. 60.

⁸⁷ Chris RICKLETON, "Central Asia: Can China's Silk Road Vision Coexist with a Eurasian Union?", November 12, 2017, Published on *EurasiaNet.org* (<http://www.eurasianet.org>)

⁸⁸ Les Etudes du CERI - n° 228-229 - Regards sur l'Eurasie - février 2017

⁸⁹ Voir à ce propos Hiroshi YAMAZOE, Shigeki AKIMOTO, *East Asian Strategic Review* 2018, *op. cit.*

monde, notamment en Europe. Dans l'échange commercial actuel sino-russe, les deux parties sont certes complémentaires, mais cette complémentarité est fortement déséquilibrée, travaillée par le caractère asymétrique de l'interdépendance entre les deux économies. Alors que la Russie exporte principalement vers la Chine des ressources naturelles, les marchandises chinoises envoyées en Russie sont des biens transformés. De plus, la structure socio-économique diffère d'un pays à l'autre. Alors qu'en Chine la régulation des naissances a été instaurée pour contenir l'essor démographique, la Russie voit sa population se réduire chaque année, et ce, malgré une légère amélioration observée sur la décennie en cours⁹⁰.

Un phénomène de mise en dépendance croissante de la Russie à l'égard de la Chine est le résultat le plus probable – et déjà tangible dans certains de ses effets – de l'interaction complexe des différents facteurs et dynamiques que nous venons de décrire. Ce processus sera certes lent et incrémental, mais néanmoins régulier. À mesure que les conditions économiques de la Russie se détériorent et que les investisseurs internationaux se montrent de moins en moins intéressés par les potentialités de croissance qu'une économie russe stagnante peut leur offrir, les élites décisionnaires russes – politiques et économiques – vont devenir de plus en plus réceptives (et contraintes de l'être) aux demandes chinoises. Pour le Kremlin, l'objectif essentiel est de garantir la survie du régime dans sa forme actuelle en sécurisant suffisamment de flux financiers pour permettre de maintenir le système à flot. À conditions d'évolution constantes, ceci implique d'atteindre des marchés (d'import et d'export) alternatifs aux marchés occidentaux et de rechercher d'autres sources de capitaux et de technologies. Or, dans un contexte de raréfaction de l'offre, le partenariat avec la Chine fournit au régime une rare bouée de sauvetage économique. Condition nécessaire, la contribution chinoise n'en est pas moins insuffisante pour dépasser le cap du seul maintien à flot. En effet, dans le même temps, le volume des investissements chinois en Russie et leur exposition aux aléas de l'économie russe vont très certainement demeurer, toute chose étant égale par ailleurs, assez limités : en effet, le stock de capitaux disponibles en Chine à tendance à se réduire ces dernières années, l'économie chinoise présentant elle-même des signes inquiétants d'essoufflement. Dans ce contexte, les autorités de Pékin, qui n'apparaissent pas désireuses de s'aliéner Washington en agissant de la sorte, ne peuvent/ veulent visiblement pas prendre le risque de mettre trop de leurs œufs dans le panier russe, qui plus est percé.

Ainsi, la trajectoire en développement du rapprochement en cours indique que les deux pays vont, dans le futur, dépendre l'un de l'autre d'une manière plus forte qu'ils ne le font aujourd'hui. Mais cette « dépendance » est, et sera, de plus en plus asymétrique, étant donné la position de faiblesse relative dans laquelle se trouve Moscou par rapport à Pékin. Cette donnée nouvelle est inédite pour la Russie, différente en effet des configurations de dépendance économique et technologique relative dans lesquelles la Russie avait pu se trouver vis-à-vis de l'Europe dans les années 1990 et 2000. En effet, dans ses interactions avec les Européens, Moscou pouvait maximiser ses intérêts vis-à-vis d'interlocuteurs multiples en jouant au besoin les différents gouvernements et opérateurs économiques des différents États membres tantôt l'un, tantôt l'autre, tantôt les uns contre les autres. La Chine, à la différence d'États européens ayant tendance à jouer davantage individuel que collectif quand les choses en viennent aux questions d'intérêts économiques, présente quant à elle une interface unique et cohésive dans les exigences transactionnelles de ses interactions avec les Russes. Et eut égard à l'étendue des besoins de la Russie et à la faiblesse relative de ses positions de négocia-

⁹⁰ La population de la Russie s'établissait en juillet 2018 à environ 142,3 millions d'habitants, avec un taux d'urbanisation de 74 %. En incluant la population de la Crimée ukrainienne annexée, la population était au 1^{er} janvier 2019 de 146,88 million d'habitants. La population a atteint un sommet historique de 148 689 000 en 1991, juste avant la dislocation de l'URSS ; il s'ensuivit un déclin démographique prononcé avec une diminution de sa population d'environ 0,5 % par an en moyenne, par la combinaison d'une baisse marquée de la natalité et d'une forte augmentation de la mortalité. Cette baisse démographique a ralenti depuis le milieu des années 2000, mais entre 2009 et 2016 la population du pays a augmenté légèrement, notamment du fait de l'immigration et d'une hausse de la natalité, pour se stabiliser à la baisse depuis 2017 (-0,05%). Sources : [« Показатели: Федеральная служба государственной статистики », sur *www.gks.ru* \(consulté le 12 décembre 2018\)](#) ; [« The World Fact book — Central Intelligence Agency », sur *www.cia.gov* \(consulté le 12 décembre 2018\)](#)

tion dans son dialogue « *mano a mano* » avec Pékin, il est vraisemblable que les Chinois puissent se montrer beaucoup plus intransigeants que n'ont jamais pu l'être les Européens dans les termes et conditions économiques imposés en contrepartie à leurs investissements.

Le risque est grand, à l'heure où sont écrites ces lignes, que la Russie se transforme en une sorte d'appendice énergétique de la fabrique mondiale. Au plus le miracle économique chinois persiste, au plus les disparités économiques, sociales et régionales seront observables⁹¹. Ces différences de développement ne manqueront pas d'avoir des répercussions sur les politiques et visions des acteurs étatiques dans cette région du monde. Il ne s'agit ici que d'une hypothèse, mais alors que la Chine, qui a la conviction d'être une puissance en devenir disposant du contrôle de son économie, peut se permettre d'accepter un rôle prédominant de l'Occident dans les affaires du monde, le positionnement d'une puissance déclinante comme la Russie est plus délicat à endosser dans la mesure où le temps joue contre elle. On peut donc émettre l'hypothèse que la différence d'approche entre Moscou et Pékin dans les affaires mondiales tient de leurs divergences en matière de maîtrise de l'agenda et du processus de développement national.

***The Elephant in the Room* : le facteur Trump dans les perspectives d'évolution des dynamiques de rapprochement russo-chinois**

L'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche et l'approche « nouvelle » qui est la sienne des relations avec Pékin et Moscou soulèvent d'importantes questions quant aux perspectives de rapprochement russo-chinois. Pendant la campagne de l'élection présidentielle de 2016 qui devait conduire à son élection surprise, le candidat Trump avait défini, par rapport aux deux pays, des objectifs opposés. D'une part, dans un net revirement par rapport à la politique conduite par l'administration précédente, il promettait d'améliorer la coopération avec la Russie afin, surtout, de lutter contre le terrorisme international, tout en s'engageant à exercer de fortes pressions sur la Chine pour la contraindre à accepter des concessions dans un certain nombre de domaines, au premier rang desquels le déséquilibre de la balance commerciale américaine. Cette approche, on ne peut plus délibérée, procédait de la vision propre à la personne de Donald Trump et aux forces politiques qu'il représente. Au cours de la première décennie qui avait suivi la fin de la Guerre froide, les deux grands partis politiques américains traditionnels avaient embrassé, selon des modalités distinctes, un agenda politique fondé sur les principes de ce qu'on peut qualifier d'idéologie de la « démocratisation » : la diffusion des valeurs et la réalisation des intérêts américains par des programmes diplomatiques, politiques et militaires poursuivis à l'étranger dans une optique d'ouverture des économies et des régimes politiques. Dans une logique à la fois nationaliste et protectionniste, Trump et ses partisans soutiennent désormais que l'objectif premier est exactement inverse : faire progresser le niveau de vie et l'économie des États-Unis et obliger le monde entier à servir cet objectif ou à rester à l'écart⁹². Ce coup de frein donné au soutien de l'extension de la démocratie et à l'affirmation du rôle leader des États-Unis dans la promotion du multilatéralisme, du libre-échange et l'interprétation libérale du droit international, entérinant de fait un recul et des concessions majeures aux intérêts géopolitiques des puissances révisionnistes, aurait pu entraîner des changements « positifs » dans les relations des États-Unis avec la Russie de Vladimir Poutine, dont on sait aujourd'hui que l'homme fort de Moscou souhaitait voir le challenger du Parti républicain accéder à

⁹¹ Dmitri YEFREMNKO, "Forced or Desired Modernity?", *Russia in Global Affairs*, n°3, July/September 2015

⁹² Idée notamment développée par Thomas CAROTHERS et Frances Z. BROWN, *Can U.S. Democracy Policy Survive Trump?*, Carnegie Endowment for International Peace, October 1, 2018; URL: <https://carnegieendowment.org/2018/10/01/can-u.s.-democracy-policy-survive-trump-pub-77381>

la Maison-Blanche, et, dans une moindre mesure, avec la Chine, mais le Congrès américain, y compris l'essentiel des représentants de son propre parti au sein de l'institution, a limité la capacité du Président à mener son projet à bien. À l'origine, l'administration Trump avait fait du terrorisme islamiste le principal péril extérieur guettant l'Amérique. À l'en croire les islamistes radicaux ne se contentaient pas de menacer les intérêts de la nation à l'étranger : ils infiltraient également le territoire américain en se faisant passer pour des réfugiés ou des migrants afin de saper le pays de l'intérieur. Vu sous cet angle, il devenait justifiable de considérer que la Russie, qui n'est pas un rival économique sérieux des États-Unis mais possède une puissance militaire considérable et joue désormais un rôle incontournable en Syrie, pouvait constituer un allié utile dans la lutte contre l'islamisme. Mais à quel prix ? Nonobstant, avec Moscou, comme le proclamait Donald Trump, il était plus judicieux de recoller les morceaux. On en est loin.

À l'heure de la dégradation continuée des relations entre Russes et Occidentaux autour des théâtres syrien et ukrainien et de la consolidation des soupçons, de plus en plus circonstanciés, d'ingérence russe dans l'élection présidentielle américaine de 2016, les positions individuelles du candidat Trump se sont heurtées à l'heure à la résistance des décideurs politiques de Washington. Le président a dû assouplir sa position sur de nombreux fronts, y compris la façon dont il envisage les relations avec la Russie et la Chine. Non seulement la coopération entre les États-Unis et la Russie ne s'est pas améliorée, loin s'en faut, mais une rupture sérieuse entre Washington et Pékin est également peu plausible et il est encore difficile de prédire si Trump sera ou non capable de modifier foncièrement cette relation américano-chinoise. Forte de sa puissance économique et de sa puissance militaire en développement rapide, la Chine représente un défi pour les États-Unis d'Amérique. Pour certains, représentant un courant influent au sein de l'établissement politico-militaire américain aujourd'hui titulaire des principaux leviers décisionnels au sein de l'administration Trump, elle représente même la menace la plus sérieuse prospectivement posée aux intérêts et à la sécurité des États-Unis au 21^e siècle⁹³.

Pétri de logique transactionnelle, Donald Trump s'est toujours montré extrêmement sensible à l'ampleur du déficit commercial enregistré avec Pékin, qu'il entend contraindre à le réduire. Début janvier 2018, le président américain décidait de passer à l'action en mettant en place, sur quatre ans, une première salve de taxes douanières inédites sur deux produits symboles de la monopolisation de la production de certains biens de consommation courante par les opérateurs chinois : les machines à laver et les panneaux solaires. S'en suivirent des réactions chinoises, bien évidemment. Puis de nouvelles mesures mises en place par les États-Unis, etc. S'ouvrait ainsi l'épisode toujours en cours au moment d'écrire ses lignes de mise sous tension néo-mercantiliste des relations commerciales sino-américaines, que le récit médiatique a qualifié depuis de « guerre commerciale », d'ampleur croissante entre Washington et Pékin.

Dès février 2018, la Chine déclenchait une enquête anti-dumping sur le sorgo américain. Le 8 mars, ce fut l'application de taxes par les États-Unis sur l'acier et l'aluminium puis, fin mars, la publication d'une liste de 1300 produits chinois (écrans plats, armes, satellites, matériel médical, etc.) taxés en provenance de Chine et à l'entrée aux États-Unis. D'autres mesures et contre-mesures se sont succédées depuis, impactant de plus en plus de biens échangés entre la Chine et les États-Unis⁹⁴. L'installation de ce rapport de force dans les échanges commerciaux sino-américains reste toutefois un aspect parmi d'autres d'une guerre économique plus large que se livrent les deux pays engagés dans une course pour la domination technologique du paysage industriel de l'avenir⁹⁵. Une illustration de cela s'observe par le durcissement du contrôle des investissements directs étrangers

⁹³ "Breaking the Mould: Trump's China Policy", *Focus Asia*, The Institute for Security and Development Policy, Stockholm - Washington, February 2018; <http://isdpeu/content/uploads/2018/02/Trump-China-FA.pdf>

⁹⁴ Sylvie MATELLY, « Guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine : quelles conséquences ? », Institut français des Relations internationales, Paris, 3 octobre 2018 ; URL : <http://www.iris-france.org/119720-guerre-commerciale-entre-les-etats-unis-et-la-chine-quelles-consequences/>

⁹⁵ https://www.lemonde.fr/idees/article/2018/12/20/l-affaire-huawei-touche-a-la-rivalite-strategique-entre-la-chine-et-les-etats-unis_5400207_3232.html

(IDE) chinois aux États-Unis et vice-versa. Les Chinois ont en effet beaucoup investi partout dans le monde ces dernières années, inquiétant un certain nombre de pays (Allemagne, Royaume-Uni, France, Belgique etc.) dont les États-Unis. Le Président Trump a ainsi récemment bloqué plusieurs investissements, considérant que l'influence de la Chine y était trop importante⁹⁶. Comme le souligne Sylvie Matelly, spécialiste de la Chine à l'IRIS : « *Cette guerre économique constitue un réel choc des puissances entre la puissance dominante, les États-Unis, qui cherchent à conserver son leadership et le challenger, la Chine, qui souhaite gagner du terrain. Nul doute dans ce contexte que le conflit perdure encore quelque temps* »⁹⁷. Les conséquences économiques, bien évidemment, peuvent être diverses et variées. Il y aura des effets d'aubaine pour certaines entreprises, voire, peut-être, pour certains pays, qui en profiteront pour se repositionner sur un certain nombre de marchés qui ont été perdus par les entreprises et pays victimes de cette guerre commerciale, que ce soit côté chinois ou côté étatsunien. La Russie pourrait être de ces pays à avancer ses pions côté chinois.

La Chine et les États-Unis constituant les deux premières puissances économiques mondiales, si celles-ci s'engagent dans un épisode de conflictualisation néo-mercantiliste de leurs relations commerciales (cf. « guerre commerciale »), ce n'est évidemment pas neutre, cela aura inévitablement des conséquences sur la croissance économique mondiale. Si les conséquences à moyen terme entraîneront un ralentissement du commerce, à très court terme, on commençait déjà à apercevoir des effets où moment d'écrire ces lignes, la confiance étant un élément moteur de la croissance économique. Si on ajoute à cette guerre commerciale les incertitudes géopolitiques et d'autres questionnements quant à l'avenir de la planète, à la montée des inégalités, il est évident que cela a tendance à freiner la consommation, les investissements et tout un ensemble de variables économiques.

Très clairement, nous sommes actuellement dans une période de remise en question et pas seulement par le fait des États-Unis. Le système de libre-échange mis en place avec les accords de Bretton Woods en 1945 a déjà été réformé suite à l'émergence économique de pays en développement, mais aussi l'effondrement du système monétaire au début des années 1970. Il a accompagné la mondialisation après la fin de la Guerre froide. Nous pourrions même dire que l'élargissement de ce système à tout un ensemble de pays a engendré quelques perturbations et l'avènement d'un nouveau cycle. L'intégration de la Chine, qui n'était et n'est toujours pas un modèle de pays libre échangiste ouvert, à l'OMC a déjà été une forme de remise en cause de ce système et a probablement constitué les racines de ce que nous observons aujourd'hui. La prise de conscience américaine de l'intégration chinoise à l'OMC a véritablement eu un impact déterminant sur un système qui avait été mis en place depuis déjà plusieurs décennies.

Aujourd'hui, l'administration américaine constituée autour de Donald Trump à la Maison-Blanche prend acte et veut reposer toutes les cartes sur la table, tout renégocier et tout rediscuter. Donald Trump, de ce point de vue, est extrêmement brutal parce qu'il commence par casser le système multilatéral, en espérant qu'il en sortira quelque chose qui sera plus en accord avec les intérêts nationaux américains. Ce n'est cependant pas lui qui a initié tous ces changements. Ils sont en effet perceptibles depuis la fin des années 1990, et l'essor de la mondialisation qui a conduit à l'intégration d'une Chine « convertie » au capitalisme de marché, mais où le secteur public joue en réalité un rôle prépondérant au sein d'une économie mixte sous l'autorité supérieure de l'État (le fameux « capitalisme d'État » à la chinoise)⁹⁸.

Les interconnexions entre les économies chinoise et américaine sont toutefois si profondes que toute mesure draconienne pourrait affaiblir et léser l'une comme l'autre — un risque dont les auto-

⁹⁶ Ainsi les acquisitions de *Qualcomm* par *Broadcom* et de *Lattice* par un fonds chinois). En retour, les Chinois, en juillet 2018, ont interdit l'acquisition par *Qualcomm* (entreprise américaine), d'une entreprise d'électronique chinoise. Par ailleurs, le 16 avril 2018, l'administration américaine empêchait une entreprise chinoise, *Zhongxing Telecommunication Equipment Company Limited (ZTE)*, d'accéder à un certain nombre de biens et services d'origine américaine. Cette entreprise avait déjà été condamnée par l'OFAC, l'*Office of Foreign Assets Control* à une amende de plusieurs centaines de millions pour violation des sanctions américaines

⁹⁷ Sylvie MATELLY, *op. cit.*

⁹⁸ <https://www.contrepoints.org/2013/07/24/131958-chine-le-nouveau-capitalisme-detat>

rités de Pékin et de Washington, en ce compris un président Trump particulièrement offensif sur l'enjeu du déficit commercial sino-américain, ne peuvent faire abstraction. Pékin, à tout le moins, ira très loin pour éviter un conflit avec les États-Unis, à l'exception peut-être des querelles de souveraineté qui persistent dans le détroit de Taïwan ou en mer de Chine. Les tabloïds contrôlés par le parti communiste chinois, tel le *Global Times*, ont publié à l'encontre de Trump quantité d'articles réprobateurs où il faut sans doute davantage voir un avertissement, l'expression d'une posture de négociation, que le signe d'une éventuelle évolution politique de la part du pouvoir chinois⁹⁹. (De même la remise en question initiale par Donald Trump de la politique d'« une seule Chine », longtemps tacitement admise par les États-Unis, constituait-elle très probablement une position de négociation, et non l'expression d'une politique réelle¹⁰⁰.)

Enfin, à l'issue de la rencontre Xi-Trump lors du sommet G20 qui s'est tenu à Buenos Aires le 1^{er} décembre 2018, les États-Unis ont annoncé qu'ils renonçaient à un nouveau volet de taxes sur les importations en provenance de la Chine, qui aurait été probablement suivie par des mesures de rétorsion de Pékin. De son côté, la Chine s'y est engagée à acquérir un volume « pas encore fixé, mais très considérable de produits agroalimentaires, énergétiques, industriels et autres aux États-Unis afin de réduire le déséquilibre des échanges entre nos deux pays »¹⁰¹. Soucieux manifestement de ménager son interlocuteur, alors que l'économie de son pays semble plus durement impactée par les effets des taxes américaines que celle des États-Unis par les ripostes chinoises, le président Xi a aussi accepté d'ouvrir des discussions sur une série de points sensibles, soulevés jusqu'ici sans succès par les administrations successives : le respect de la protection de la propriété intellectuelle, l'ouverture de son marché intérieur, ou encore les transferts forcés de technologie pour les entreprises étrangères installées en Chine.

Cette désescalade, ne fut-elle que temporaire, de la tension commerciale entre Pékin et Washington, même si les deux capitales sont encore très loin d'un accord global, tranche avec l'état des relations entre la Maison Blanche et le Kremlin. L'annulation brutale par Donald Trump des entretiens bilatéraux prévus lors du sommet G20 de Buenos Aires avec son homologue russe a renforcé la défiance entre les deux responsables, en contraste total avec la volonté de normalisation exprimée par le président des États-Unis lors de son entrée en fonction en 2017¹⁰².

Sérieusement ébranlé par les risques que font peser les soupçons de collusion de membres de sa garde rapprochée avec des agents russes en vue de son élection à la présidence des États-Unis, Donald Trump s'est justifié en mettant en avant les nouvelles tensions, cette fois-ci navales, survenues entre Moscou et Kiev dans le détroit de Kertch qui relie la mer Noire à la mer d'Azov¹⁰³. Son homologue russe a riposté à sa manière en assurant, lors de sa conférence de presse de clôture du sommet, que « *la guerre va continuer* » dans l'est de l'Ukraine contrôlé par des forces séparatistes prorusses « *tant que les autorités ukrainiennes actuelles resteront au pouvoir* » ; un ultimatum qu'il sait inacceptable pour les alliés occidentaux de Kiev alors que l'impasse dans laquelle sont aujourd'hui les accords de Minsk donnent à Moscou la possibilité de peser à tout moment sur la politique de Kiev¹⁰⁴. Cette trajectoire à rebours de toute perspective d'amélioration des relations entre Moscou et Kiev, d'une part, et la Russie et les pays occidentaux, d'autre part, porte intrinsèquement sur la place qu'à aujourd'hui acquise l'idée de grandeur nationale dans la stratégie de légitimation du régime poutinien sur fond de turbulences socio-économiques grandissantes. Cette appréhension de la « grandeur » diffère radicalement de celle des Américains : si pour Donald Trump (« *Make America great again* »), elle traduit un repli sur les affaires nationales, les Russes

⁹⁹ “Breaking the Mould: Trump’s China Policy”, *op. cit.*

¹⁰⁰ *Idem*

¹⁰¹ https://www.lemonde.fr/international/article/2018/12/02/la-chine-et-les-etats-unis-s-entendent-sur-une-treuve-dans-leur-guerre-commerciale_5391479_3210.html

¹⁰² *Idem*

¹⁰³ Lire à ce propos Ivo PAPARELLA, « Azov, Kertch et Crimée : droit et géopolitique », *Revue Défense Nationale*, Tribune No 1050

¹⁰⁴ S. PUGSLEY, F. WESSLAU (dir.), “Russia in the grey zones”, European Council on Foreign Relations, September 2016.

l'entendent comme l'affirmation de la puissance et du rang international du pays. La politique extérieure qui s'oppose à l'Occident est perçue comme la revanche qui suit une période d'humiliation. La récupération du rang de grande puissance est évoquée dans les sondages comme le plus grand succès des présidences de Vladimir Poutine. Ce discours monopolise le travail sur la mémoire historique dont ne sont retenus que les fragments et les personnalités qui alimentent l'idée de grandeur. Le narratif de la guerre juste et victorieuse contre le mal absolu (le fascisme) est le corollaire de ce discours qui a été utilisé lors de la crise en Ukraine¹⁰⁵. Dangereusement, un tel positionnement n'exclut plus une politique de confrontation avec l'Occident, certes évitant un coût trop élevé¹⁰⁶.

Dans ce contexte de focalisation extrême sur l'Occident de l'approche russe contemporaine des relations internationales, le partenariat stratégique avec une Chine elle-même mise sous forte pression par Washington apparaît désormais une carte maîtresse dans le jeu russe. Pour Moscou, il importe de « vendre » aux yeux du monde, et en particulier à « l'ennemi américain », le fait que la Russie est engagée dans un partenariat stratégique résolu avec la Chine – de manière à convaincre et inquiéter les chancelleries occidentales de l'émergence d'un axe fort et cohésif entre Moscou et Pékin. Et si le rapprochement escompté avec l'Amérique de Trump n'a pas eu lieu (tout le contraire), peut-être se peut-il désormais que Moscou puisse espérer pouvoir profiter de l'occupation des États-Unis avec la Chine pour les obliger à aller vers un deal sur le partage des « zones d'influences » en Europe et en Eurasie ?

Quand bien même, même si les rapports entre Moscou et Washington en venaient à s'améliorer nettement (improbable) et si l'antagonisme entre la Chine et les États-Unis s'exacerbait dramatiquement (impensable), les relations russo-chinoises, dans leur ensemble, n'en souffriraient guère. Bien sûr la Russie répugnerait à se retrouver dans une position l'obligeant à choisir entre les deux pays, mais si elle y était contrainte, elle se prononcerait sans doute en faveur de la Chine. Une chose est davantage certaine : si quelqu'un, à Washington, pense que les États-Unis peuvent utiliser la Russie comme un pion dans leur confrontation avec la Chine, il se fourvoie certainement. L'inverse en revanche apparaît nettement moins vrai, tant les interdépendances asymétriques de la Russie par rapport à la Chine se sont dramatiquement amplifiées ces dernières années. En antagonisant simultanément Russes et Chinois, la politique américaine poursuivie par la Maison-Blanche à l'heure de la présidence Trump court le risque d'amplifier dangereusement les dynamiques de leur rapprochement, et ainsi permettre à terme, comme l'observe Dmitri Trenin du *Carnegie Moscow*, « au grand rival des États-Unis au 21^e siècle de s'appuyer sur les ressources et le soutien de l'ennemi du 20^e pour bâtir sa puissance et accentuer son potentiel de contestation du leadership américain »¹⁰⁷.

¹⁰⁵ Bobo LO, *Russia and the New World Disorder* (Washington DC. : Brookings Institution Press, 2015), p. 101

¹⁰⁶ Isabelle FACON, "Russia's national security strategy and military doctrine and their implications for the EU", European Parliament, Directorate-General for external policies, January 2017, 28 p., en ligne sur le site web : [http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/IDAN/2017/578016/EXPO_IDA\(2017\)578016_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/IDAN/2017/578016/EXPO_IDA(2017)578016_EN.pdf)

¹⁰⁷ Dmitri TRENIN, *Is the United States Driving China and Russia Together?*, Carnegie-Tsinghua Center for Global Policy, October 25, 2018; URL: <https://carnegietsinghua.org/2018/10/25/is-united-states-driving-china-and-russia-together-pub-77588>

Conclusion

Un quart de siècle après l'effondrement de l'URSS, la fragmentation de l'Eurasie et la fin de ce qui a été un Empire russe sont patentées. Mais les pesanteurs, qui se font sentir de multiples manières, demeurent fortes. Elles signifient que les mutations, si profondes soient-elles, ne sont pas arrivées à leur terme. La sortie du post-soviétisme apparaît inachevée, pour des raisons qui tiennent à des facteurs internes à chaque État, aux politiques menées par la Russie, celles de la Chine, l'interaction entre les deux (coopération *vs.* compétition), et celles conduites par les autres grands acteurs extérieurs à la zone, et au contexte international¹⁰⁸. Or, à l'aube de 2019, celui-ci est lourd d'incertitudes. Les guerres au Moyen-Orient, l'instabilité en Afghanistan, l'unilatéralisme offensif de la politique étrangère de Donald Trump, la « guerre commerciale » qu'il a ouverte en 2018 entre les États-Unis et la Chine, la crise profonde que traversent depuis 2014 les relations russo-occidentales, celle, elle aussi sérieuse, que connaît l'Union européenne ont des répercussions dans tout l'espace eurasiatique. Les paradigmes sur lesquels seront fondés demain les équilibres au sein de cette région sont encore en redéfinition.

L'influence de la Russie sera-t-elle confortée, directement ou indirectement, par sa volonté manifeste de reprendre la main dans la vie internationale et par l'importance qu'elle accorde à nouveau à un outil militaire réformé et modernisé¹⁰⁹ ? La résurgence de la puissance russe qui s'est manifestée en Ukraine et en Syrie aggravera-t-elle la fragmentation et les ruptures au sein de l'espace post-soviétique ou conduira-t-elle à des réalignements ? L'évolution des trajectoires d'interaction entre la Russie et la Chine, d'une part, et entre chacune de ces deux puissances et les républiques ex-soviétiques, d'autre part, montre que la question se pose.

La Russie n'en n'a pas fini avec la contradiction qui parcourt son histoire depuis des siècles : la perception d'être une grande puissance et son ambition d'être incontournable sur la scène internationale, mais qui s'est toujours trouvée en décalage avec la faiblesse de son développement économique. C'est ce qu'avait relevé G. Sokoloff dans son ouvrage *La puissance pauvre* paru en 1993¹¹⁰. Comme on l'a vu, l'État russe actuel veut en effet figurer parmi les centres d'influence du monde multipolaire qu'il cherche à établir. Or, son économie, apparemment forte, est extrêmement vulnérable. Construite sur la rente énergétique, elle dépend très fortement des cours des hydrocarbures et souffre d'un faible degré de diversification. Certains auteurs vont jusqu'à diagnostiquer ce qu'ils appellent un « syndrome russe », c'est-à-dire un ensemble de défauts structurels, au croisement des pratiques économiques et politiques, qui handicapent la croissance de la Russie¹¹¹. Les autorités russes sont pourtant parfaitement conscientes des fragilités du pays ainsi qu'en témoigne le tableau sombre de la situation interne figurant dans chacun des documents relatifs à la sécurité nationale produits ces vingt dernières années.

Si la Russie revendique depuis longtemps sa spécificité de se situer à la jonction de l'Europe et de l'Asie, sa vision du monde et son approche des relations internationales restent focalisées sur l'Occident. Elle accorde en outre une attention prépondérante aux États-Unis. Ceci étant, l'Asie est appelée à prendre toujours plus de poids dans la formulation de la politique étrangère de la Fédération de Russie. Comme le remarquait déjà en 2010 Fedor Loukianov, avant donc la survenance de la crise ukrainienne et la très forte dégradation des relations avec les pays occidentaux qui s'en est suivi : « *Le défi asiatique changera le prisme à travers lequel la Russie observe le monde extérieur. D'une part, le centrisme occidental habituel ne sera plus acceptable, car il ne reflète pas la réalité*

¹⁰⁸ Sur cette question, voir S. PUGSLEY, F. WESSLAU (dir.), "Russia in the grey zones", European Council on Foreign Relations, September 2016. Aussi, Bobo LO, *Russia and the New World Disorder*, Washington, Brookings Institution Press, 2015, pp. 242-243.

¹⁰⁹ Dmitri TRENIN, *Should We Fear Russia ?*, Cambridge, Polity Press, 2016.

¹¹⁰ Georges SOKOLOFF, *La puissance pauvre, une histoire de la Russie de 1815 à nos jours*, Paris, Fayard.

¹¹¹ Voir Jean RADVANYI, Marlène LARUELLE, *La Russie entre peurs et défis*, Paris, Armand Colin, collection « Perspectives géopolitiques », pp. 141-144.

contemporaine. D'autre part, les relations faibles avec le monde occidental sont un gage de positions stables de la Russie en Asie. Cette équation n'est pas des plus simples, mais sa solution promettrait le succès à Moscou au 21^e siècle »¹¹².

La montée en puissance de la Chine sur la scène internationale a eu d'indéniables conséquences sur le regard que lui portent les autorités russes. Alors que la grande crise financière de 2007-2008 a permis de considérer le modèle de développement chinois comme une alternative au consensus de Washington. Le pouvoir russe actuel voit dès lors son modèle conforté de manière indirecte dans la mesure où la comparaison des expériences historiques partagées par les deux pays fournit des arguments supplémentaires en faveur d'une modernisation nationale sous strict contrôle gouvernemental. Les réalisations chinoises modifient également le consensus politique et académique depuis la fin de la Guerre froide, car l'efficacité économique n'est plus associée directement aux valeurs démocrates et libérales¹¹³.

L'ancrage asiatique de la Russie, qui procède à la fois de ses intérêts pragmatiques et d'une réaction à la perception forte de double menace – politique et militaire – à laquelle les autorités s'estiment soumises de la part des Occidentaux, qui n'auraient pas admis sa zone d'influence dans l'espace ex-soviétique, et dont Moscou perçoit les politiques d'élargissements (OTAN) et de voisinage (UE) comme ayant conduit (si ce n'est visé) à la marginaliser dans l'espace politique et de sécurité européen auquel elle estime appartenir de plein droit, est à présent largement consacré. Sa performance n'en reste pas moins délicate. En effet, si « *la Russie considère le renforcement de ses positions dans la région Asie-Pacifique et l'intensification de ses relations avec les États qui y sont situés comme une orientation stratégiquement importante de sa politique étrangère, ce qui est déterminé par son appartenance à cette région géopolitique en phase de développement dynamique* »¹¹⁴, le pays est loin d'être un maillon fort en ce qui concerne la politique asiatique. Sur l'espace euro-atlantique, malgré tous les bouleversements des vingt-cinq dernières années, Moscou demeure un acteur influent qu'il était impossible d'ignorer. En revanche, sur le plan politique, la Russie n'a jamais été considérée comme appartenant à l'Asie¹¹⁵. Sa position y est par conséquent bien plus faible, largement contingente des paramètres d'évolution de sa relation à la Chine.

Les dynamiques d'approfondissement de la relation sino-russe se sont trouvées particulièrement accélérées, par force de nécessité, dans le contexte de la très forte dégradation des relations entre l'État russe et les pays occidentaux suite de l'annexion de la Crimée ukrainienne et le déclenchement du conflit dans le Donbass à partir du début 2014. Incidemment, par ses effets de champs multiples, tant au plan politique qu'économique, la crise internationale autour de l'identité systémique de l'Ukraine et le nouvel antagonisme Est-Ouest ont agi comme catalyseur d'une dimension nouvelle du rapprochement en cours depuis plusieurs années entre Moscou et Pékin. Tournant d'une aggravation continue des tensions entre Russes et Occidentaux, la crise en et autour de l'Ukraine a eu pour effet essentiel d'amener la Russie, soumise à la forte pression économique et politique des alliés euro-atlantiques, à réévaluer les termes et conditions de sa stratégie vis-à-vis de la Chine. En effet, face à la nécessité imposée de rapidement trouver les voies et moyens susceptibles de compenser les lourdes pertes financières résultant des sanctions occidentales et leur impact massif sur les flux d'investissements et la fuite des capitaux étrangers, le pouvoir russe s'est vu contraint par le caractère limité de ses options de partenariats alternatifs immédiatement disponibles à considérer sous un jour nouveau l'opportunité des limitations qui avait conduit à ce stade de leur développement à un palier de blocage dans l'approfondissement de ses politiques d'ouverture et de coopération avec Pékin.

La Chine a apporté son soutien à la Russie à un moment difficile en accroissant la coopération commerciale et économique entre les deux pays et en exprimant sa compréhension par rapport à la

¹¹² Fedor LOUKIANOV, « L'Asie et le nouveau prisme de la Russie » (2010), *op. cit.*

¹¹³ Dmitry YEFREMEKNO, "Forced or Desired Modernity?", *Russia in Global Affairs*, n°3, July/September 2010

¹¹⁴ Concept de politique étrangère de la Fédération de Russie de 2016 (§78), *op. cit.*

¹¹⁵ Council for Security Cooperation in the Asia Pacific, "Going East: Russia's Asia Pacific Strategy", *Russia in Global Affairs*, 25 December 2010.

crise ukrainienne (sans pour autant approuver pleinement les actions russes). Moscou a fait le choix conscient et résolu de baser son concept de politique étrangère sur la présomption qu'en dépit d'un certain nombre de problèmes, Pékin représentait un partenaire plus fiable, ou à tout le moins mieux disposé, que l'Occident, perçu comme le problème No 1. Reste que même si les relations russo-chinoises sont aujourd'hui qualifiées par les deux parties d'excellentes (et il importe de projeter aux yeux du monde qu'elles le sont en effet), les effets de champ des différences, bien réelles, entre Moscou et Pékin, et les ambivalences majeures de leurs relations, marquées par une interdépendance asymétrique croissante, ne renvoie pas moins Moscou au fait difficile à admettre que le rapport de forces avec la Chine s'est inversé et qu'il y a sans doute là peut-être un facteur risque pour le plus long terme. Quand bien même la pensée stratégique russe n'est pas exempte de calculs et de questionnements quant aux capacités réelles et prospectives du pays à se remonter pour peser mieux face à la Chine, l'idée centrale demeure pour l'heure que quel que soit le problème que la Chine pourrait poser à la Russie, il ne s'agirait pas d'une menace existentielle, contrairement à celle que l'Occident est perçu faire peser sur la défense des intérêts nationaux internes et dans la sphère internationale.

Si, à tout égard essentiel et s'agissant surtout des considérations relatives à sa sécurité nationale, la Russie conserve une vision du monde axée sur l'Occident, celle-ci est cependant de plus en plus anti-occidentale. Selon la dernière version en date du texte approuvé de la *Stratégie nationale de sécurité de la Fédération de Russie* (S. 2015), c'est en effet l'Occident sous le leadership des États-Unis qui porte seul la responsabilité de la déstabilisation du monde et qui est la principale source de menaces dans les domaines international et militaire. Sans remonter plus loin, cette attitude est dans la continuité de la politique soviétique et marque une rupture avec la période Gorbatchev et le premier mandat de Boris Eltsine, avant donc que se mettent véritablement en place les dynamiques du rapprochement en cours avec la République populaire. Aussi, dans son approche des relations internationales, la Russie reste manifestement obnubilée par les États-Unis comme du temps de l'URSS. Moscou a développé un complexe, une amertume par rapport à la situation passée, quand l'Union soviétique entretenait avec l'État américain une relation de « grand à grand ». Ce « syndrome du déclassement », pétri de désillusion et de rancœur quant aux développements géopolitiques du monde de l'après-Guerre froide repose sur des perceptions historiques et stratégiques ancrées dans le temps long (perception, à tort ou à raison, d'un 'roll back' de la Russie en Europe et en Eurasie) qui sont largement exemptes de la pensée stratégique chinoise. Davantage, il peut être tenu vraisemblable que Pékin envisagerait même favorablement un certain réchauffement des relations entre Moscou et Washington. Pour la Chine, les « trois pays devraient travailler de concert plutôt que l'un contre l'autre » et « chercher à obtenir des résultats gagnant-gagnant plutôt qu'adopter une approche à somme nulle »¹¹⁶. Toutefois, même si elle se départit clairement de l'approche de jeu à somme nulle qui façonne la conduite de la politique extérieure de la Russie dans son rapport à l'Occident, la vision qu'ont les autorités de Pékin de cette coopération « gagnant-gagnant » n'apparaît toutefois pas avoir grand-chose en commun avec celle des États-Unis de Donald Trump.

Jusqu'à une époque récente, la politique américaine articulait sa politique de puissance vis-à-vis de la Russie et de la Chine selon une approche duale : d'un côté, elle s'employait à entretenir, ou du moins à chercher à entretenir, un dialogue stratégique permanent avec les deux pays, tout en exerçant au besoin des pressions pour les y contraindre et cultivant ses alliances avec leurs voisins; dans le même temps, sur certaines questions spécifiques, Washington tentait de parvenir à des accords séparés avec chacune des deux puissances régionales. L'application à l'ordre mondial de ces principes avait permis jusqu'ici de contenir les tentations révisionnistes des puissances émergentes, qui faute de semblables règles, agissent de plus en plus de manière unilatérale. À présent, l'unilatéralisme est devenu la ligne directrice de la politique étrangère américaine. Or, les défis mondiaux sont aujourd'hui trop grands et trop complexes que pour pouvoir s'affranchir d'un multilatéralisme indispensable, en particulier s'agissant du dialogue entre grandes puissances. A

¹¹⁶ « Foreign Minister Wang Yi Meets the Press », ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, 8 mars 2017 (www.fmprc.gov.cn/).

défait de réintégrer rapidement cette donne dans leur conduite extérieure, les États-Unis se verront de plus en plus souvent contraints d'abandonner le monopole d'interprétation du droit international auquel ils s'étaient habitués depuis l'effondrement de l'Union soviétique, et donc inévitablement renoncer à leur influence dominante sur la politique mondiale alors que s'accroît celle d'autres protagonistes, et singulièrement celle d'une Chine et d'une Russie qui se rapprochent de plus en plus et semblent déterminées à accroître l'organisation de leur coordination dans les grandes instances internationales.

Pour la Russie, dans un contexte de très forte détérioration des relations avec les pays occidentaux, il importe désormais comme essentiel de vendre aux yeux du monde, et en particulier à « l'ennemi américain », le fait qu'elle est engagée dans un partenariat stratégique fort et multidimensionnel avec la Chine – de manière à convaincre et inquiéter les chancelleries occidentales de l'émergence d'un axe cohésif Moscou-Pékin. En réalité, la Russie jalouse et cherche à émuler la Chine autant qu'elle ne s'en méfie. Et quand bien même parler d'une « menace chinoise » est devenu tabou dans les arcanes de la politique étrangère russe, un sentiment d'inquiétude est clairement palpable au sein de la société. La presse écrite ne se prive pas de publier des articles où transparait une certaine inquiétude en ce qui concerne la vulnérabilité du territoire national sur son flanc oriental. Le sentiment de menace est certes diffus, mais il reflète les interrogations de la population face à un voisin qu'elle connaît mal. Comment en effet ne pas s'inquiéter des différences de développement et démographiques entre la Chine et la Russie ?

La trajectoire en développement du rapprochement en cours indique que les deux pays vont, dans le futur, dépendre l'un de l'autre d'une manière plus forte qu'ils ne le font aujourd'hui. Mais cette « dépendance » est, et sera, de plus en plus asymétrique, étant donné la position de faiblesse relative dans laquelle se trouve Moscou par rapport à Pékin.

Bien que les relations entre les deux pays soient solides et couvrent de nombreux domaines de coopération bilatérale, force est de constater que le « partenariat stratégique de coordination » russo-chinois est moins stable et univoque qu'il n'y paraît à première vue. Malgré une volonté commune – mais différenciée dans son intensité et ses modalités – de réduire le poids de l'Occident dans les affaires mondiales, il est peu probable que la relation sino-russe aboutisse à un axe anti-occidental permanent. Pékin et Moscou sont encore loin d'une véritable alliance politique et militaire intégrale, car de nombreux obstacles écartent cette possibilité à court terme.

L'évolution la plus probable des liens entre les deux pays dans les années à venir est celle d'une progression continuée vers un partenariat toujours plus étroit et approfondi dans lequel une partie (Moscou) sera de plus en plus dépendante de la seconde (Pékin). Dans des circonstances normales où le pays n'aurait pas été sujet à une pression géopolitique et économique aussi intense, il est probable que les autorités russes n'auraient jamais accepté un tel type de relation déséquilibrée. Mais les tensions avec les Occidentaux, l'isolement relatif de Moscou et la baisse des cours des matières premières les contraignent à faire d'indispensables concessions – hier encore impensables – vis-à-vis de Pékin. Pour le Kremlin et l'élite décisionnaire russe, l'enjeu, en effet, n'est plus tant la modernisation du pays que la survie du régime, et donc, dans la logique du Kremlin, celle du pays. Et ils semblent prêts à y sacrifier une portion d'orgueil national. En dépit de ses limitations intrinsèques, l'évolution toujours plus étroite du partenariat sino-russe aura des conséquences sur la politique intérieure russe (cf. consolidation autoritaire du régime) et dans la sphère internationale. Sur les grands dossiers internationaux – du positionnement diplomatique au sein du Conseil de sécurité à la réforme des institutions financières internationales – la Chine et la Russie vont consolider l'organisation d'un front diplomatique cohésif. En Asie centrale, les deux pays ne vont plus se limiter à minimiser les frictions de leurs présences respectives, mais vont s'inscrire dans une division convenue des responsabilités et du travail géopolitique afin de permettre la coexistence de leurs grands projets respectifs, tout en gardant les autres puissances à l'écart. L'accroissement des coopérations en matière de défense, mais toujours avec d'importantes limitations structurelles, et la hausse des ventes d'armements entre les deux pays, en ce compris la fourniture de technologies avancées russes aux forces chinoises (tel que des systèmes antiaériens S-500), va avoir des effets notables sur

l'équilibre de la balance stratégique en plusieurs points chauds de la région Asie-Pacifique (Taiwan, mer de Chine), avec d'importantes conséquences pour les États-Unis et leurs alliés dans la région. En cette deuxième décennie du 21^e siècle, le partenariat sino-russe a acquis une réelle dimension stratégique qui en fait un élément certes structurant mais néanmoins non bouleversant des relations internationales, qui plus est davantage dans l'espace eurasiatique, que dans la région Asie-Pacifique ou au niveau mondial. Toutefois, le potentiel déstabilisateur d'une plus grande convergence est aussi contingent et dépendant de l'évolution de la politique américaine à l'égard des deux acteurs, mais aussi de l'état futur des relations entre la Russie et l'Union européenne.

Bibliographie

- ✓ ANDRÉ, Paul : *Conclusion. Le consensus de Pékin : modèle d'économie confucéenne ou modèle ad hoc ?* In : *La Chine aujourd'hui : Dynamiques domestiques et internationales*, Villeneuve d'Ascq : Presses universitaires du Septentrion, 2014.
- ✓ BORDACHEV, Timofei, SKRIBA, Andrey, KAZAKOVA, Anastasia : "Conjunction of the EAEU and silk Road Economic Belt", 7 January 2018 (www.greater-europe.org).
- ✓ CALLAHAN, William: "China's Asia Dream: The Belt and Road Initiative and the New Regional Order", *Asian Journal of comparative Politics*, Vol. 1 (3), 2016.
- ✓ CHEN, Zhimin, et al: "Facilitative Leadership and china's New Role in the World", *Chinese Political study Review (ESCI)*, Vol. 3, No 1, 2018.
- ✓ CHEN, Zhimin: "China, The European Union and the Fragile World Order", *Journal of Common Market Studies (SSCI)*, 2016, Vol. 54, No 4, pp. 775-792.
- ✓ CHEN, Zhimin: "China's diplomacy", in Costas M. CONSTANTINOU, Pauline KERR and Paul SHARP (eds.), *The SAGE Handbook of Diplomacy*, 2016.
- ✓ CHEN, Zhimin: "Assessing China's Power from a Perspective Back to the Center Stage", in Jae HO CHUN (ed.), *Assessing China's Power*, Palgrave, 2015.
- ✓ CHEN, Zhimin & CANG, Lulu: "The Power Strategy of Chinese Foreign Policy", *NFG Working Papers*, No 3/2013.
- ✓ De HOOP SCHEFFER, Alexandra: « Alliances militaires et sécurité collective : contradictions et convergences », in Bernard BADIE et Guillaume DEVIN (dir.), *Le multilatéralisme, nouvelles formes de l'action internationale*, Paris, Éditions la découverte, 2012.
- ✓ De JONQUIÈRES, Guy: "Xi Jinping Long Road to Somewhere? China's OBOR Initiative and How Europe Should Respond", *China Trade Research*, 23 August 2016.
- ✓ Dyner, A.M.: "Russian Military Exercises: Preparation for Expeditionary Operations", *PISM Bulletin*, n° 86 (818), 25 September 2015.
- ✓ FACON, Isabelle : « Moscou/Pékin : un 'pivot' russe vers l'Est ? Sortir de l'isolement et redessiner le monde », dossier « Où va la Russie ? », Thierry de MONTBRIAL et Dominique DAVID (dir.), *Ramsès 2018*, IFRI/Dunod.
- ✓ FACON, Isabelle : « Le tandem sino-russe, un défi pour l'Occident ? », *Politique internationale*, n°127, printemps 2016.
- ✓ FACON, Isabelle : « Facteurs permanents et fédérateurs de la politique extérieure russe : entre blocage et renouvellement », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 31, 2000.
- ✓ FACON, Isabelle : « La politique extérieure de la Russie de Poutine. Acquis, difficultés et contraintes », *AFRI*, 2003.
- ✓ FACON, Isabelle : « Un nouvel aplomb sur la scène internationale ? Une nouvelle doctrine militaire pour une nouvelle Russie », *Revue internationale et stratégique*, 2007/4 (n°68).
- ✓ FACON, Isabelle : « Chine-Russie : Moscou à l'initiative face aux nouvelles routes de la soie chinoises », *L'Empire du Milieu au cœur du monde. Stratégie d'influence et d'affirmation de la puissance chinoise*, Revue Défense Nationale, revue No 811 juin 2018.
- ✓ FIODOROV, Iouri : « La pensée stratégique russe », chapitre 4 de l'ouvrage *La politique de sécurité de la Russie. Entre continuité et rupture*, dirigé par Yves BOYER et Isabelle FACON, publié en 2000 aux éditions Ellipses dans la collection « Repères stratégiques ».

- ✓ GABUEV, Alexander: “Belt and Road to Where?”, Carnegie Moscow Center, 8 December 2017.
- ✓ GOMART, Thomas : « L’Europe dans la politique étrangère russe : nécessaire, mais plus suffisante », *Centre Russie/NEI*, mai 2010
- ✓ HONG, Zhao: “China’s OBOR, an Overview of the Debate”, *Trends in South-East Asia*, No 6, 2016.
- ✓ JITSU, Wang: “Westward, China’s Own Geostrategic Rebalancing”, *Global Times*, 17 October 2012.
- ✓ JOUANNY, Jean-Robert : *Que veut Poutine ?* Paris, éditions du Seuil, 2016.
- ✓ JULIENNE, Marc : « La Chine en Asie centrale, un nouvel acteur de sécurité en zone d’influence russe » (www.diploweb.com), 14 février 2018.
- ✓ KANESHKO, Sanjar: “Russia and China in the Age of Grand Eurasian Projects: Prospects for Integration between the silk Road Economic Belt and the Eurasian Economic Union”, *Cambridge Journal of Eurasian Studies*, 2017.
- ✓ KASTOUÉVA-JEAN, Tatiana: “Russian Perceptions of OBOR: From Threat to Opportunity”, Three Years of china’s New Silk Roads. From Words to (Re)action?, *Études de l’IFRI*, février 2017.
- ✓ LAUMULIN, M.: “The Shanghai Cooperation Organization as ‘geopolitical bluff?’ A view from Astana”, in Thomas GOMART, Tamara KASTUEVA-JEAN, *Russie.Nei.Visions*, Paris: IFRI, 2007.
- ✓ LE CORRE, Philippe : « Montée en puissance de la Chine : l’Europe et les États-Unis peuvent-ils coopérer ? », in *Revue internationale et stratégique*, 2017/3 (No 107).
- ✓ LOUKIANOV, Fedor : « L’Asie et le nouveau prisme de la Russie », *RIA Novosti*, 28 octobre 2015.
- ✓ LO, Bobo: “China’s Permanent Reset”, *Russia in Global Affairs*, n°3, juillet/septembre 2010.
- ✓ LO, Bobo : “A Fine Balance: The strange case of Sino-Russian relations”, in *Russie. Nei.Visions*, No. 5, April 2010.
- ✓ LO, Bobo : « Ten things everyone should know about the Sino-Russian relationship », *Policy Brief*, Center for European Reform, décembre 2012.
- ✓ LUKIN, Artyom: “Putin’s Silk Road Gamble”, *Washington Post*, 8 February 2018.
- ✓ LUKIN, Alexander : “Shanghai Cooperation Organisation: Problems and Prospects”, in *International Affairs: A Russian Journal of World Politics, Diplomacy and International Relations*, vol. 50, No. 3, 2008.
- ✓ MURRAY, Lisa: “Speed and Bumps in China’s Silk Road”, *Australia Financial Review*, 29 September 2016.
- ✓ NIQUET, Valérie : *La puissance chinoise en 100 questions*, Tallandier, Paris, 2017.
- ✓ NIQUET, Valérie : *L’Art de la guerre de Sun Zi*, Economica, Paris, 1999.
- ✓ NIVAT, Georges : *Russie-Europe. La fin du schisme. Études littéraires et politiques*, Lausanne, L’Age d’Homme, 1993.
- ✓ OLDBERG, Ingmar: “The Shanghai Cooperation Organisation: Powerhouse or Paper Tiger?”, *Defence Analysis*, Stockholm, Swedish Defence Research Agency, June 2012.

- ✓ OROZOBKOVA, Cholpon: “Can China’s ambitious OBOR Mesh with Russian Plans in Eurasia?”, *The Diplomat*, 9 November 2016.
- ✓ PUTIN, Vladimir: “Novyi integratsionnyi proekt dlia Evrazii – boudouchchee, kotoroe rojdaetsia segodnia” [Un nouveau projet d’intégration pour l’Eurasie – un avenir qui naît aujourd’hui], *Izvestiia*, Moscou, 4 octobre 2011.
- ✓ ROLLAND, Nadège: *China’s Eurasian Century? Political and Strategic Implications of the Belt and Road Initiative*, National Bureau of Asian research, Washington DC., 2017.
- ✓ STOREY, Ian : “China’s ‘Malacca Dilemma’ ”, *China Brief*, Vol 6, No 8, 11 avril 2009.
- ✓ TSYGANKOV, Andreï : « Occidentalistes et sinophiles dans la politique étrangère russe », *Centre Russie/NEI*, IFRI, décembre 2009.
- ✓ TSVETOV, Anton: “Russia’s Asian Trade Game”, *The Diplomat*, 8 February 2017.
- ✓ *Congressional Research Service*, “U.S. Sanctions on Russia: An Overview”, *In Focus*, Washington D.C. Updated January 2, 2019.
- ✓ *Diplomatie*, dossier « Poutine : Cap vers l’Asie ? », n° 86, mai-juin 2017.
- ✓ *Les Études du CERI* - n° 228-229 - Regards sur l’Eurasie - février 2017.
- ✓ *International Crisis Group*, “South Ossetia: The burden of recognition”, ICG Program Report n° 205, 7 juin 2010.
- ✓ *RadioFreeEurope RadioLiberty*, “300,000 Troops, 1,000 Aircrafts: Russia Schedules Biggest War Games in Almost 40 Years”, RFE/RL Russia Report (Last Updated: August 28, 2018 17:25 GMT).
- ✓ WANG, Yong: “Offensive for Defensive: The belt and Road Initiative and China’s New Grand Strategy”, *The Pacific Review*, 9 March 2016.
- ✓ WEITZ, Richard : “Russian-Chinese Security Relations: Constant and Changing”, in Stephen BLANK, Richard WEITZ (dir.), *The Russian Military Today and Tomorrow: Es-says in Memory of Mary Fitzgerald*, Strategic Studies Institute, July 2010.
- ✓ YEFREMENKO, Dmitry : « Forced or Desired Modernity? », *Russia in Global Affairs*, n°3, juillet 2010.
- ✓ YI, Wang: “China is Not to Rebuild the International Order” (www.fmprc-gy.cn), 8 March 2015.



Royal Higher Institute for Defence
Center for Security and Defence Studies
30 Renaissance Avenue
1000 Brussels